

OCDE
ETUDES ECONOMIQUES
1982-1983

ORGANISATION FOR ECONOMIC CO-OPERATION AND DEVELOPMENT

PORTUGAL

ORGANISATION DE COOPÉRATION ET DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUES

OCTOBRE 1982



ÉTUDES ÉCONOMIQUES DE L'OCDE

ARCHIVES -
RÉFÉRENCES
- DOCUMENT PRÊTÉ -
RETOUR BUREAU 903

PORTUGAL

OCTOBRE 1982

• ORGANISATION DE COOPÉRATION ET DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUES

L'Organisation de Coopération et de Développement Économiques (OCDE), qui a été instituée par une Convention signée le 14 décembre 1960, à Paris, a pour objectif de promouvoir des politiques visant :

- à réaliser la plus forte expansion possible de l'économie et de l'emploi et une progression du niveau de vie dans les pays Membres, tout en maintenant la stabilité financière, et contribuer ainsi au développement de l'économie mondiale;
- à contribuer à une saine expansion économique dans les pays Membres, ainsi que non membres, en voie de développement économique;
- à contribuer à l'expansion du commerce mondial sur une base multilatérale et non discriminatoire, conformément aux obligations internationales.

Les Membres de l'OCDE sont : la République Fédérale d'Allemagne, l'Australie, l'Autriche, la Belgique, le Canada, le Danemark, l'Espagne, les États-Unis, la Finlande, la France, la Grèce, l'Irlande, l'Islande, l'Italie, le Japon, le Luxembourg, la Norvège, la Nouvelle-Zélande, les Pays-Bas, le Portugal, le Royaume-Uni, la Suède, la Suisse et la Turquie.

La République Socialiste Fédérative de Yougoslavie est associée à certains travaux de l'OCDE, et notamment à ceux du Comité d'Examen des Situations Économiques et des Problèmes de Développement.



© OCDE, 1982

Les demandes de reproduction ou de traduction doivent être adressées à :

M. le Directeur de l'Information, OCDE

2, rue André-Pascal, 75775 PARIS CEDEX 16, France.

TABLE DES MATIÈRES

Introduction	7
I. Évolution intérieure récente	8
Demande et production	8
Marché du travail	13
Prix et revenus	14
II. Relations avec l'extérieur	18
Taux de change	18
Balance des paiements	19
III. Politique économique	26
Politique budgétaire	27
Politique monétaire	31
Politique structurelle	34
IV. Perspectives à court terme et conclusions de politique économique	37
Perspectives à court terme	37
Conclusions de politique économique	39
<i>Annexe : Les comptes nationaux</i>	43
Annexe statistique	48

TABLEAUX

Texte

1. Demande et production	10
2. Ventilation de la formation brute de capital fixe	11
3. Marché du travail	13
4. Salaires et prix	17
5. Balance des paiements	22
6. Compte des administrations publiques	28
7. Masse monétaire et contreparties	31
8. Répartition des besoins totaux d'énergie	36
9. Prévisions à court terme	38

Annexe

1. Produit intérieur brut	44
2. Produit intérieur brut et ses emplois	45
3. Taux de croissance en termes réels du produit intérieur brut et de ses emplois	46

Annexe statistique

A. Produit national et dépense nationale	48
B. Produit intérieur brut au coût des facteurs, par branche d'activité	49
C. Population par classes d'âge	50
D. Indicateurs d'emploi	50
E. Prix et revenu	51
F. Opérations des administrations publiques	52
G. Masse monétaire et contreparties	53
H. Taux d'intérêt maximaux	53
I. Entrées de voyageurs étrangers, d'après le pays de nationalité	54
J. Commerce extérieur par principaux groupes de produits	55
K. Évolution de la structure géographique du commerce extérieur	56
L. Balance des paiements	57

GRAPHIQUES

1. Indicateurs de l'économie portugaise	9
2. Indicateurs de production	12
3. Prix à la consommation	15
4. Taux de change	18
5. Performance des exportations portugaises pour certains groupes de produits	20
6. Structure de la balance des paiements	24
7. Taux d'intérêt	33

STATISTIQUES DE BASE DU PORTUGAL

LE PAYS

Superficie totale (milliers de km ²)	92.1	Villes principales, population résidente en milliers d'habitants (1-7-1975) :	
		Lisbonne	830
		Porto	336

LA POPULATION

Population (2 ^e semestre 1981 en milliers)	9 496	Population active civile occupée (2 ^e semestre 1981, milliers) ¹	3 943
Densité au km ²	103	En % du total :	
Taux de variation annuel moyen de la population résidente (1975-1980)	1.1	Secteur primaire	27.3
Population active civile (2 ^e semestre 1981, milliers) ¹	4 269	Secteur secondaire	36.8
		Secteur tertiaire	35.9

LA PRODUCTION

Produit intérieur brut, en 1980 (millions de dollars des É.U.)	24 080	Origine du produit intérieur brut au coût des facteurs, en 1980 (en %) :	
Produit intérieur brut par habitant, en 1980 (dollars des É.-U.)	2 428	Secteur primaire	12.7
Formation brute de capital fixe en 1980 :		Secteur secondaire	46.1
en % du PIB	20.9	Secteur tertiaire	41.2
par habitant (dollars des É.-U.)	508		

LES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES

Consommation publique en 1980 (en % du PIB)	15.8	Recettes courantes des Administrations publiques en 1980 (en % du PIB)	30.1
dont Défense	3.0		
Investissements publics en 1980 :			
en % du PIB	3.0		
en % des investissements totaux	25.1		

LE COMMERCE EXTÉRIEUR²

Exportations de biens et services en 1980, en % du PIB	28.1	Importations de biens et services en 1980, en % du PIB	42.4
Ventilation en % des exportations totales, 1980, CTCl :		Ventilation en % des importations totales, 1980, CTCl :	
Produits alimentaires, boissons et tabacs (0, 1)	11.2	Produits alimentaires, boissons et tabacs	11.9
Matières premières brutes et demi-produits (2, 3, 4)	16.7	Matières premières brutes et demi-produits	33.9
Produits manufacturés (5, 6, 7, 8)	70.9	Produits manufacturés	54.1
dont : Produits chimiques (5)	6.2	dont : Produits chimiques (5)	10.8
Machines et matériel de transport (7)	13.3	Machines et matériel de transport (7)	24.9

LA MONNAIE

Unité monétaire : Escudo		Unités monétaires par dollar des E.-U., moyenne journalière :	
		Année 1981	61.530
		Août 1982	85.3925

1. Portugal continental.

2. Continent et îles.

Note : On trouvera, dans un tableau de l'annexe, une comparaison internationale de certaines statistiques de base.

*L'examen annuel de la situation du Portugal
par le Comité d'Examen des Situations Économiques
et des Problèmes de Développement de l'OCDE
a eu lieu le 28 septembre 1982.*

INTRODUCTION

Le desserrement de la contrainte extérieure consécutif à la politique de stabilisation des années 1977-1978 a amené les autorités à infléchir la politique économique dans un sens beaucoup plus expansionniste dès la fin de 1979. Si cette politique a permis une très nette reprise de la demande intérieure, qui a crû de près de 7 % en 1980, elle s'est également traduite par une réaccélération de l'inflation en fin d'année et par une dégradation de la balance extérieure, la seconde crise pétrolière ayant une part importante de responsabilité dans cette évolution. En 1981, la croissance s'est poursuivie à un rythme encore assez rapide durant les premiers mois de l'année. Par la suite, les effets négatifs de l'affaiblissement de la demande mondiale, amplifiés par une perte sensible de compétitivité liée tant à l'accélération de l'inflation qu'à une moindre dépréciation du taux de change, ont entraîné un recul sensible des exportations. La croissance des importations est demeurée vive par suite de la persistance de l'insuffisance des capacités de production et des effets de la sécheresse sur la production agricole et sur celle d'électricité d'origine hydraulique. Au total, à comparer avec 1980, l'année 1981 s'est caractérisée par un recul du taux de croissance, de 5.5 à 1.7 %, une accélération de l'inflation, de 16.6 à 20 %, et une forte dégradation de la balance courante, dont le déficit est passé de 1.3 à 2.7 milliards de dollars, ce qui représente 11¼ % du PIB.

Devant cette évolution, les autorités ont pris diverses mesures de durcissement de la politique économique : sur le plan externe, le taux de dépréciation mensuelle de l'Escudo a été porté de 0.50 à 0.75 % en décembre 1981 et, à la suite des changements de parités au sein du SME, le taux de change effectif de l'escudo a été dévalué de 9.4 % en juin 1982. Sur le plan interne, la politique monétaire a été graduellement resserrée à partir du troisième trimestre de 1981 par le biais d'un contrôle quantitatif plus strict du crédit et d'une hausse des taux d'intérêt, à deux reprises, en juillet 1981 et en avril 1982. Mais la plupart de ces taux demeurent encore négatifs en termes réels. La politique budgétaire a également été resserrée, si l'on en juge par le budget de 1982 qui prévoyait une diminution du déficit nominal par rapport aux résultats de 1981, ce qui impliquait une nette réduction de son poids par rapport au PIB. Néanmoins, les résultats déjà disponibles laissent penser que le déficit pourrait être sensiblement plus élevé que prévu. Enfin, après un assouplissement marqué en 1981, la politique des prix s'est orientée dans des directions différentes : réduction des subventions pour certains produits, renforcement du contrôle des prix pour d'autres. Après la dévaluation de l'escudo, un gel temporaire a été décidé. Dans son ensemble, le caractère restrictif de la politique économique demeure cependant peu affirmé pour l'instant et, au vu des indicateurs partiels dont on dispose pour analyser la situation économique depuis le début de 1982, il ne semble pas que l'économie portugaise ait marqué des signes de redressement. La production industrielle a certes augmenté de près de 2 % au cours des quatre premiers mois de l'année par rapport aux quatre derniers mois de 1981, mais en dépit du gel temporaire des prix, la hausse des prix à la consommation a atteint 19.5 % en termes annuels au cours des huit premiers mois, tandis que le déficit courant était d'environ 2.3 milliards de dollars au premier semestre, contre 1.7 milliard de dollars à la même période de 1981.

Le taux de croissance du PIB pourrait demeurer modéré en 1982, de l'ordre de 2 % par an, et le déficit courant pourrait être supérieur à celui de 1981. En raison de la montée du chômage et de la détérioration de la situation financière des entreprises, les salaires réels ne devraient progresser que faiblement et la consommation privée pourrait se ralentir. De même, la médiocrité des perspectives d'évolution de la demande pourrait freiner les investissements. La dévaluation de l'escudo apportera un stimulant aux exportations mais, compte tenu des perspectives d'évolution de la demande mondiale, celles-ci pourraient ne progresser que modérément. Les prévisions pour 1983 sont entachées de nombreuses incertitudes tenant à l'évolution future de la demande étrangère, ainsi qu'aux effets de la politique économique du Portugal. Le taux de croissance pourrait demeurer du même ordre de grandeur qu'en 1982, l'inflation pourrait être légèrement moins forte mais rester néanmoins voisine de 20 %, alors que, compte tenu notamment de la charge croissante du service de la dette extérieure, le déficit courant se stabiliserait à son niveau de 1982.

Les deux premières parties de cette Étude sont consacrées à l'examen des tendances récentes de l'économie, sur les plans intérieur et extérieur. Dans la troisième partie, les orientations à court terme de la politique économique sont analysées et certains aspects de la politique structurelle sont brièvement passés en revue. Les prévisions à court terme et les conclusions de politique économique sont présentées dans la dernière partie de l'étude.

I. ÉVOLUTION INTÉRIEURE RÉCENTE

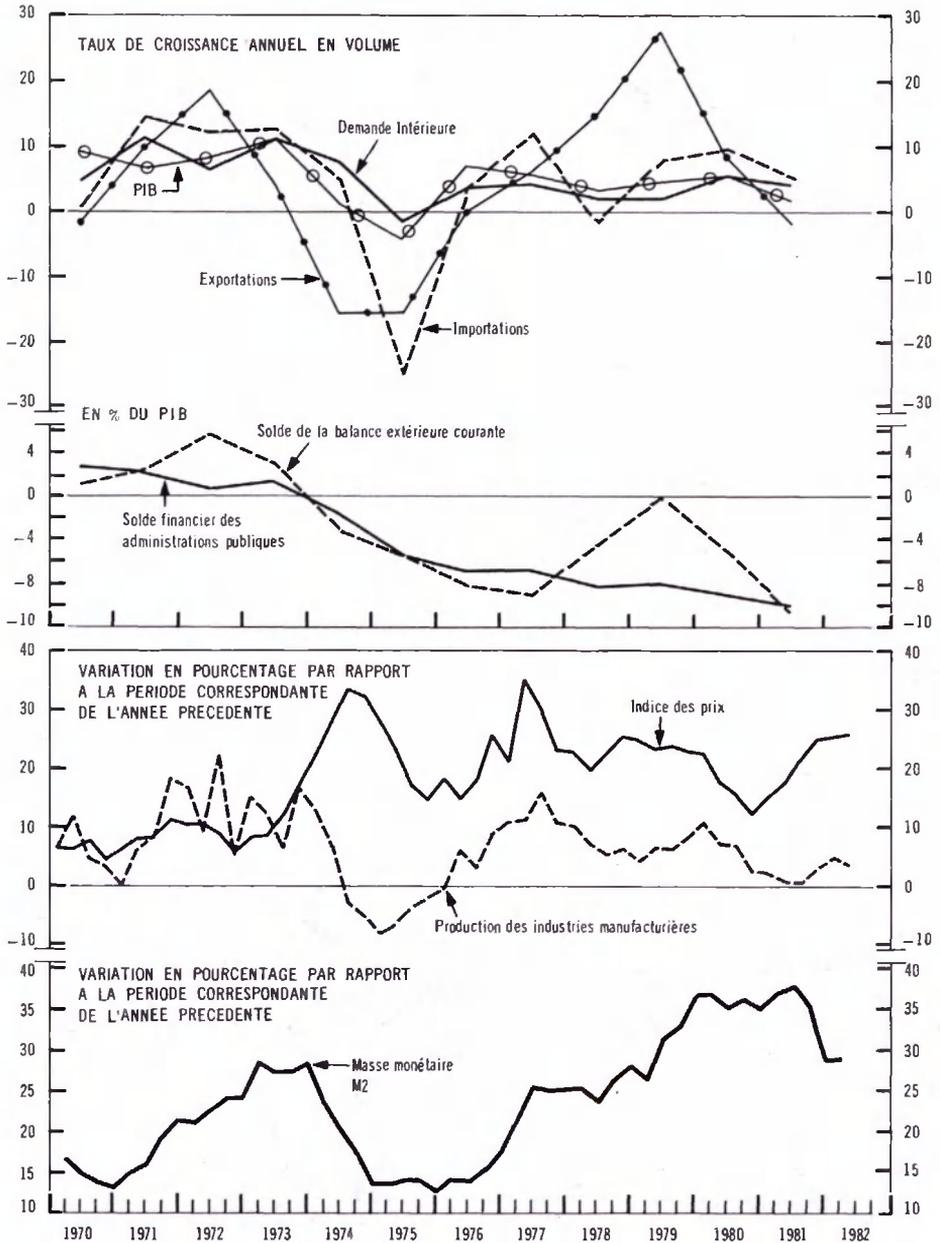
Demande et production

La forte reprise de 1979, provoquée par des résultats exceptionnels à l'exportation et amplifiée par une accélération marquée de la demande intérieure, elle-même rendue possible par un assouplissement de la politique économique, a apparemment atteint son maximum vers le milieu de 1980. Depuis lors et jusqu'à la fin de 1981, l'activité s'est progressivement tassée, en raison d'une décélération de la croissance de la demande intérieure et d'une baisse en termes absolus des exportations. La forte poussée inflationniste enregistrée depuis la fin de 1980 a entraîné une détérioration de la position concurrentielle du pays, tandis qu'une dégradation considérable des termes de l'échange et la progression toujours vive des salaires nominaux ont comprimé les marges bénéficiaires des entreprises, au détriment de l'investissement. Le durcissement progressif de la politique monétaire à partir de l'été de 1981 a encore aggravé la faiblesse de la demande durant les premiers mois de 1982. Seule la consommation publique a continué de progresser au rythme rapide qu'elle avait connu ces dernières années. En outre, les profondes perturbations que la sécheresse a provoquées dans l'agriculture et l'énergie ont eu un effet négatif sur la production. Globalement, la croissance du PIB s'est ralentie, tombant de 5.5 % en 1980 à 1.7 % en 1981.

Selon les estimations officielles¹, la consommation privée s'est accrue de 5 % en 1980 et de 3.5 % en 1981. Le niveau soutenu des dépenses de consommation ces deux

1. Les résultats présentés dans cette étude proviennent des estimations de certains agrégats de la comptabilité nationale établies depuis 1976 par le Département Central du Plan et par la Banque du Portugal. L'interprétation économique des résultats de ces estimations doit être faite avec prudence en raison des incertitudes qui résultent de leur mode d'élaboration. Un nouveau système de comptabilité nationale a été mis en œuvre par l'Institut National de la Statistique, mais les résultats ne couvrent pour l'instant que la période 1977-1980 et ne peuvent être utilisés pour l'analyse des développements les plus récents. Voir annexe sur les nouveaux comptes nationaux du Portugal.

Graphique 1. Indicateurs de l'économie portugaise



Sources : Banque du Portugal, Département Central du Plan, OCDE, *Principaux Indicateurs Économiques*.

Tableau 1. Demande et production

	1980		Pourcentage de variation par rapport à l'année précédente (volume) ¹		
	Prix courants milliards d'escudos	Pourcent- age du PIB	1979	1980	1981
Consommation privée	893.5	74.2	1.7	5.0	3.5
Consommation publique	185.6	15.4	5.2	5.2	6.2
Formation brute de capital fixe	252.5	21.0	-1.6	9.0	4.6
Demande intérieure finale	1 331.6	110.5	1.6	5.7	4.1
Formation de stocks ²	55.5	4.6	-0.2	1.4	0.1
Demande intérieure totale	1 387.1	115.1	1.3	6.9	4.0
Solde extérieur ²	-182.4	-15.1	3.2	-2.4	-2.9
Exportations de biens et services	335.8	27.9	27.3	7.3	-2.0
Importations de biens et services	518.2	43.0	7.8	11.1	5.5
PIB aux prix du marché	1 204.7	100.0	4.5	5.5	1.7
Indice de prix implicite du PIB	..	..	22.0	14.9	17.9
Production industrielle	..	..	7.5	5.7	2.1

1. Aux prix de l'année précédente.

2. Variations exprimées en pourcentage du PIB de la période précédente. Compte tenu de l'écart important entre le poids de la demande intérieure et le PIB, la somme du taux de croissance de la demande intérieure finale, plus les variations de la formation de stocks et du solde extérieur exprimées en pourcentage du PIB peut différer notablement du taux de croissance du PIB.

Source : Estimations du Département Central du Plan.

dernières années, après une longue période de croissance lente, est imputable, dans une large mesure, et en particulier en 1981, à un recul marqué du taux d'épargne des ménages². Malgré une forte progression des salaires et des transferts publics, le revenu disponible réel n'a pas augmenté de plus de 3 % en 1980, et il a diminué quelque peu en 1981 en raison d'un ralentissement de la croissance nominale de toutes ses composantes principales. La tendance à la baisse du taux d'épargne s'explique en partie par trois facteurs. L'accélération de l'inflation observée depuis la fin de 1980 semble avoir déclenché une vague d'achats anticipés de biens de consommation durables, principalement des automobiles et des postes de télévision en couleur, nouvellement apparus sur le marché. L'inflation semble en outre avoir constitué une contre incitation à l'épargne, en particulier en 1981, dans la mesure où elle a dépassé largement les taux d'intérêt applicables aux dépôts à terme et aux dépôts d'épargne. Enfin, la progression des entrées de fonds des émigrés, qui se caractérisent normalement par un taux d'épargne élevé, s'est considérablement ralentie au cours des deux dernières années. La consommation publique a augmenté de près de 6 % en 1981, chiffre légèrement supérieur à celui de 1980, mais globalement conforme à la tendance observée ces dernières années. Une fois encore, cette augmentation est largement imputable à la croissance de l'emploi dans la fonction publique, notamment dans les collectivités locales.

La forte expansion de l'investissement, qui avait commencé au second semestre de 1979, s'est progressivement tassée à partir du milieu de l'année suivante, de sorte que le taux de croissance de la formation brute de capital fixe est tombé de 9 % en 1980 à 4.6 % en 1981. Le ralentissement de l'investissement privé en 1981 résulte de la compression

2. Il est difficile de mesurer les variations du taux d'épargne en l'absence d'un véritable compte d'affectation des ménages. Cependant, selon certaines estimations portugaises, le taux d'épargne pourrait être tombé de 19 à 14 % entre 1979 et 1981.

des marges bénéficiaires, liée à l'augmentation rapide des coûts de main-d'œuvre et à la faiblesse des exportations, en particulier dans l'industrie. Il est probable en outre que la construction résidentielle privée a souffert du resserrement de la politique monétaire depuis le milieu de 1981. L'investissement des administrations publiques a continué de progresser à un rythme très lent l'année dernière, en raison principalement des difficultés habituelles que l'administration centrale rencontre dans la réalisation de ses programmes d'investissement, mais à cause aussi de la décision prise en 1981 de ralentir les dépenses afin de contenir le déficit public. Malgré la décélération importante que l'on observe depuis 1980, l'investissement des entreprises publiques a augmenté de près de 4 % l'an dernier, mais l'évolution a été très différente selon les secteurs : la forte augmentation enregistrée dans les secteurs des industries manufacturières et de l'électricité, du gaz et de l'eau a plus que compensé le recul constaté dans les secteurs des transports et des communications dont les difficultés financières chroniques ne sont pas encore résolues.

Tableau 2. Ventilation de la formation brute de capital fixe

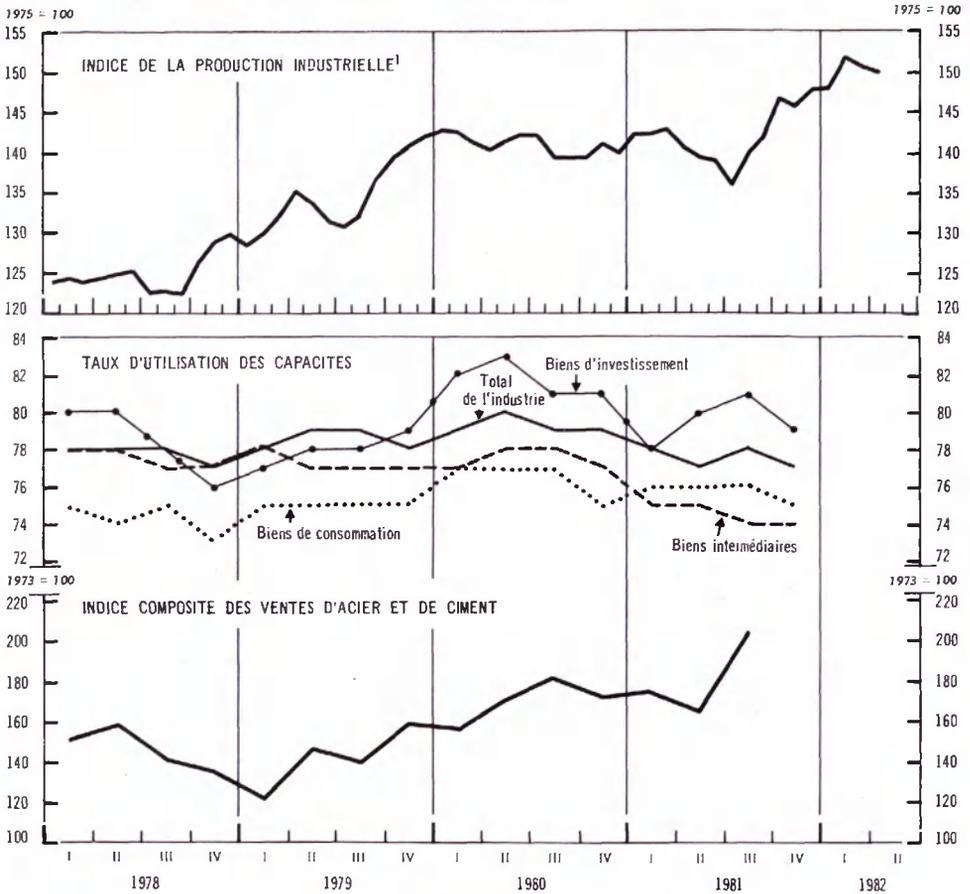
	En pourcentage de l'investis- sment total aux prix courants 1980	Pourcentage de variation par rapport à l'année précédente (volume)			
		1978	1979	1980	1981
Ventilation par fonction					
Equipement et outillage	36.5	-2.1	3.0	8.0	..
Construction non résidentielle	44.4	4.2	-7.5	11.7	..
Construction résidentielle	19.1	7.0	5.1	6.0	..
Ventilation par agent					
Administrations	21.3	0.6	-5.6	3.0	2.2
Entreprises publiques	29.7	2.0	-1.2	14.7	3.8
Secteur privé	49.0	2.5	0.2	8.4	6.0

Sources : Département Central du Plan et Banque du Portugal.

La formation de stocks, dont la contribution à la croissance du PIB s'était établie à 1.4 point en 1980, dans la phase ascendante du cycle conjoncturel, a conservé à peu près le même niveau en 1981 que l'année précédente. D'après les enquêtes menées auprès des chefs d'entreprises de l'industrie et du commerce, l'affaiblissement de la demande a provoqué une accumulation involontaire de stocks considérables de produits finis pour l'année entière, bien qu'il soit probable que le resserrement de la politique monétaire ait entraîné un ajustement en baisse au second semestre. Les stocks de matières premières industrielles semblent avoir baissé à la fin de l'année 1981, en raison du cours élevé du dollar. La sécheresse de 1981, qui explique la réduction des stocks agricoles, a aussi contribué à l'ajustement de stocks de pétrole brut, qui avaient atteint un niveau exceptionnellement élevé en 1980.

Le principal facteur de ralentissement de l'activité en 1981 a été la contribution négative du solde extérieur en volume à la croissance du PIB, qui a été de 2.9 points (-2.4 points en 1980). La faiblesse de la demande mondiale et une perte considérable de compétitivité malgré la dépréciation continue de l'escudo se sont traduites par un recul des exportations de biens en 1981. L'élasticité des importations par rapport à la demande totale a été notablement plus grande que les années

Graphique 2. Indicateurs de production



1. Données corrigées des variations saisonnières. Moyenne mobile sur 3 mois.

Sources : Banque du Portugal, *Bulletin trimestriel* ; OCDE, *Principaux Indicateurs Économiques*.

précédentes en raison de l'accélération des importations agricoles occasionnée par la sécheresse et de la forte expansion des importations de biens de consommation durables.

Les effets des mauvaises conditions météorologiques sur la production agricole, qui, en 1980, s'étaient limités principalement à la vigne, aux olives et aux légumes, se sont étendus à presque tous les secteurs l'année suivante. La valeur ajoutée dans l'agriculture n'a donc augmenté que de 2 % en 1980, contre 9 % en 1979, et a diminué de 6 % en 1981, la production végétale accusant un recul particulièrement marqué (environ 20 %). La vulnérabilité de la production agricole aux conditions atmosphériques se trouve aggravée par le retard du secteur agricole portugais, évoqué dans des études antérieures de l'OCDE.

Malgré le ralentissement de l'activité, la croissance de la production dans le secteur de la construction est restée relativement forte en 1981 (4 % contre 9 % en 1980) sous

l'effet conjugué de la vigueur de la demande de logement chez les travailleurs émigrés et de la mise en place, ces dernières années, de divers dispositifs destinés à faciliter l'accès à la propriété. La production industrielle a augmenté en moyenne de 5.7 % en 1980 et de 2.1 % en 1981. La plus grande part de la progression enregistrée en 1980 résulte de la vitesse acquise durant la phase de forte expansion de 1979, la production ne s'étant accru que d'environ 2 % entre le second trimestre de 1980 et le quatrième trimestre de 1981. Ce ralentissement s'explique en grande partie par les résultats défavorables obtenus dans les industries de biens de consommation travaillant principalement pour l'exportation. Par contre, la production de biens d'équipement s'est assez bien comportée en raison de la relative vigueur de l'investissement dans les industries mécaniques et la construction, dont on trouve confirmation dans l'évolution des taux d'utilisation des capacités. L'indice de la production industrielle corrigé des variations saisonnières a progressé au cours des quatre premiers mois de 1982 de près de 2 % par rapport aux quatre derniers mois de 1981, cette progression est imputable aux industries manufacturières qui ont enregistré une hausse de 3 % durant la même période et de 4.2 % par rapport aux quatre premiers mois de 1981. Enfin, la production du secteur tertiaire a enregistré une progression plus rapide que la moyenne tant en 1980 qu'en 1981 (6 et 4 % respectivement). Cette évolution tient à la croissance des services du secteur public tels que la santé et l'éducation, et de ceux du secteur privé, qui ont bénéficié de la consommation encore soutenue des ménages.

Marché du travail

Au-delà des fluctuations dues à certains mouvements à court terme de l'activité et à des facteurs accidentels, les principaux agrégats du marché du travail ne se sont guère

Tableau 3. Marché du travail

	Milliers de personnes 1981 II	1978	1979	1980	1981	Pourcentage moyen de variation 1976-1981
		Pourcentage de variation par rapport à l'année précédente				
Population totale	9 496	0.4	1.4	0.7	1.0	0.9
Population active civile	4 269	0.3	2.2	1.3	1.6	1.3
Taux d'activité (pourcentage)	—	44.7	45.0	45.3	45.6	—
Emploi total	3 943	-0.3	2.1	1.9	1.1	0.9
Agriculture	1 027	-5.4	-1.7	-4.8	-5.5	-3.8
Industrie	1 056	5.0	2.3	2.1	2.1	1.3
Construction	394	4.9	3.4	13.8	6.6	7.1
Services	1 460	-0.6	3.9	4.6	5.1	3.5
En pourcentage de la population active						
Chômage						
Total	325	8.2	8.2	7.8	8.2	—
Hommes	103	5.5	4.9	4.1	4.2	—
Femmes	222	12.1	12.9	13.0	13.6	—
En pourcentage du chômage total						
Personnes à la recherche d'un premier emploi	164	56.3	56.7	52.7	51.1	—

Source : Institut National de la Statistique.

écartés, ces deux dernières années, de leurs tendances apparemment bien établies³. On constate en effet que les taux d'activité ont continué d'augmenter en 1980 et 1981, en raison principalement d'une progression du taux d'activité des femmes, bien que l'affaiblissement progressif de l'activité économique ait pu exercer un effet de dissuasion limitant les entrées sur le marché du travail. La stabilisation temporaire de l'emploi agricole observée en 1979, année où les récoltes avaient été exceptionnellement bonnes, a fait place à d'importants reculs en 1980 et 1981, les effets de la reprise de l'exode rural se trouvant renforcés par ceux de la sécheresse. L'emploi non agricole a continué de progresser pendant ces deux années, mais à un rythme qui est allé décroissant avec le ralentissement de l'activité ; la progression a été particulièrement importante dans la construction, les administrations publiques et certains services du secteur privé.

En 1980, pour la première fois depuis 1974, l'emploi a progressé plus vite que la population active en raison du caractère soutenu de l'activité pendant la majeure partie de l'année, de sorte que le taux de chômage a baissé. Mais en 1981, la croissance de l'emploi a de nouveau été insuffisante pour absorber les nouveaux arrivants sur le marché du travail, et le taux de chômage est remonté à 8.2 % pour l'année entière, retrouvant son niveau de 1979. Comme dans beaucoup d'autres pays de l'OCDE, les femmes et les jeunes ont été les plus durement touchés par la montée du chômage enregistrée depuis le milieu des années 70. Cependant, alors que le taux de chômage féminin n'a cessé d'augmenter depuis 1974, celui des moins de 25 ans, qui avait atteint un maximum de 19 % en 1979, a par la suite légèrement diminué, s'établissant à 16.8 % en 1981.

Prix et revenus

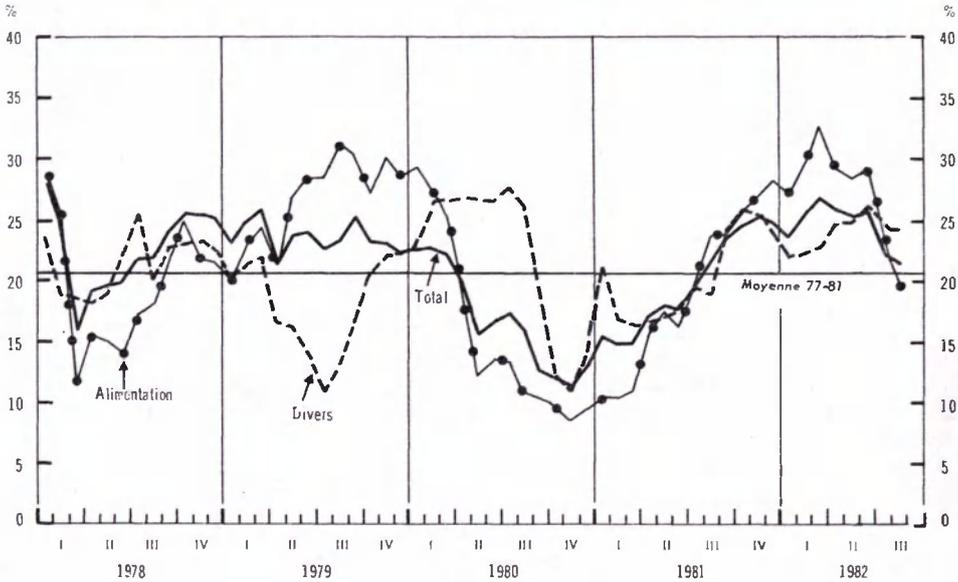
L'une des principales caractéristiques de la formation des prix au Portugal est l'existence d'une réglementation extensive des prix. Les prix des services publics (gaz, électricité, transports publics, etc.) et des produits énergétiques ne peuvent être relevés que par décision administrative. Les prix de certains produits alimentaires de base (le « panier familial ») sont aussi fixés une fois par an par les autorités et ceux de certains autres produits alimentaires sont soumis à un plafond⁴. Les contrôles des prix vont de pair avec d'importantes subventions accordées aux entreprises publiques et aux importateurs et producteurs de denrées alimentaires. Les contrôles directs sont complétés par un système de « prix déclarés », tandis que les entreprises produisant certains biens et ayant un chiffre d'affaires supérieur à un certain seuil doivent notifier leurs augmentations de prix aux autorités et reçoivent une autorisation ex-post dans un délai donné. Les brusques variations du taux d'inflation observées ces dernières années sont pour une large part imputables aux modifications apportées au système des prix surveillés ainsi qu'à la plus ou moins grande rigueur avec laquelle ce système a été appliqué.

Ainsi, la priorité donnée en 1980 à la lutte contre l'inflation s'est traduite par le report à une date ultérieure des hausses des prix des services publics et des produits énergétiques et par une application plus stricte des contrôles sur les prix des produits alimentaires, qui n'ont augmenté que de 10.4 % en moyenne, contre 28 % en 1979.

3. Dans ce qui suit, il est fait référence aux variations annuelles relevées dans les enquêtes semestrielles de l'INE (Institut national de la statistique) sur la population active. Les variations semestrielles sont toujours difficiles à interpréter, car deux échantillons différents sont utilisés au premier et au second semestre et cette difficulté s'est trouvée amplifiée en 1981 par l'incorporation des résultats du recensement dans les chiffres de l'enquête.

4. Il s'agit, actuellement, du sucre, du riz, des pommes de terre, du lait, des pommes, du pain et de la viande de bœuf.

Graphique 3. Prix à la consommation
Variation par rapport au mois correspondant de l'année précédente



Source : I.N.E.

Cependant, l'évolution des prix des denrées alimentaires en 1980 résulte aussi de l'influence favorable exercée par les bonnes récoltes de l'année précédente. Mais les prix des autres produits ont accusé une très forte hausse, en raison de l'augmentation importante des coûts de main-d'œuvre et des prix à l'importation. Sous l'effet de ces tendances opposées, le taux moyen de hausse des prix à la consommation est tombé de 24.2 % en 1979 à 16.6 % en 1980, et il s'établissait juste au-dessus de 12 % au quatrième trimestre. Au cours de l'année 1981, les autorités, soulignant la nécessité d'assurer une plus grande transparence des prix, ont pris la décision, longtemps différée, de relever les tarifs publics et ceux des produits énergétiques, et ont assoupli les contrôles des autres prix⁵. Comme, parallèlement, les coûts continuaient à croître fortement et que la demande intérieure était relativement soutenue, le taux global de hausse des prix à la consommation a doublé entre le quatrième trimestre de 1980 et le quatrième trimestre de 1981, atteignant 25 %, et s'est établi à 20 % pour l'année entière. Une fois encore, ce sont les prix des produits alimentaires (qui représentent environ 50 % des dépenses de consommation) qui ont déterminé le taux global d'inflation, puisqu'ils sont passés d'un taux de moins de 7 % au quatrième trimestre de 1980 à près de 28 % au quatrième trimestre de 1981. Dans ce cas particulier, l'effet de l'assouplissement des contrôles des

5. Le poids de l'ensemble des produits dont les prix sont bloqués et qui s'appelaient de 1977 à 1979 « panier familial » a été ramené de 12 à 6 % des dépenses des ménages, le chiffre d'affaires minimum au-delà duquel les entreprises doivent déclarer leurs prix a été relevé, l'intervalle entre la notification et l'autorisation officielle a été raccourci, et la liste des produits dont les prix doivent être « déclarés » a été allégée.

prix s'est trouvé amplifié par la diminution de l'offre intérieure due à la sécheresse et par l'augmentation des coûts en monnaie nationale des importations de produits alimentaires, en raison du raffermissement du dollar⁶.

D'après les indicateurs disponibles, il ne semble guère y avoir eu de changement dans les facteurs sous-jacents d'inflation au premier semestre de 1982 et la hausse des prix à la consommation s'est légèrement accélérée pour atteindre 26 % au second trimestre par rapport au second trimestre de 1981. Les autorités sont revenues à une application plus rigoureuse des contrôles des prix pour certains produits tandis que des hausses élevées ont été autorisées pour d'autres. En avril, le régime des prix plafonds a été étendu à certains produits alimentaires qui n'y étaient pas jusqu'alors assujettis et le délai de notification pour les prix « déclarés » a été porté de 60 à 90 jours⁷. Par ailleurs, à la suite de la dévaluation de l'escudo, un blocage des prix a été décidé. Les prix de plusieurs biens et services ont été bloqués pour une période de 45 jours à partir du 15 juin. Cette mesure a été accompagnée d'une hausse des prix des produits pétroliers le 18 juin (7.7 % pour l'essence et 14 % pour le fuel) ; par ailleurs, à la fin du mois d'août, les prix des engrais ont été relevés de 45 % en moyenne. L'ensemble de ces mesures s'est traduit par un léger ralentissement de la hausse des prix à la consommation et en juillet et août 1982, celle-ci s'établissait à 22 % par rapport à la période correspondante de l'année précédente.

Le rythme de progression des salaires s'est accéléré avec la rapide expansion de l'économie et l'amélioration de la situation sur le marché du travail, passant de 21 % en 1979 à 25.6 % en 1980, ce qui correspond à une augmentation de 4 % du pouvoir d'achat du salaire individuel moyen, la première depuis 1976⁸. En 1981, la croissance des rémunérations s'est ralentie à 22 % et la progression des salaires réels pour l'ensemble de l'économie a été inférieure à 1 %. Compte tenu de l'accélération de l'inflation au cours de l'année 1981, il est probable que le pouvoir d'achat des salaires a baissé au second semestre de l'année dernière. Certains indicateurs permettent de penser que les secteurs où la progression des gains salariaux moyens a été la plus forte ont été le secteur manufacturier en 1980 et la construction en 1981, tandis que l'évolution des traitements des fonctionnaires semble avoir eu un effet modérateur pendant ces deux années. Tant en 1980 qu'en 1981, la hausse des coûts unitaires de main-d'œuvre a été supérieure à celle des prix du PIB. Il en résulte un infléchissement de la répartition du revenu national en faveur des salaires, qui contraste avec le mouvement inverse en faveur des profits qui avait caractérisé la période 1977-1979.

6. D'après les estimations du Département Central du Plan, dont le caractère purement mécanique est à souligner, les contributions en pourcentage des différents facteurs d'inflation à la hausse des prix implicites de la demande totale ont évolué comme suit :

	1979		1980		1981	
	Variation	Contribution	Variation	Contribution	Variation	Contribution
Prix des importations	9.0	36.1	8.9	48.9	7.6	39.4
Coûts salariaux	5.6	22.5	6.2	29.5	6.2	33.1
Autres revenus de facteurs	9.9	39.4	1.9	10.0	3.5	19.7
Impôts indirects nets	0.5	2.0	1.8	11.6	2.1	7.8
Prix implicites de la demande totale	24.9	100	19.0	100	19.3	100

7. Lorsqu'une entreprise annonce son intention d'augmenter le prix d'un produit, elle ne peut le refaire avant l'expiration du délai de notification.

8. En raison de l'amnistie décidée en 1980, les cotisations de sécurité sociale ont augmenté plus que proportionnellement, de sorte que la masse salariale hors cotisations sociales a enregistré un accroissement de 23.5 %, auquel la progression de l'emploi et la hausse des prix à la consommation ont contribué à hauteur de 1.9 % et 16.6 % respectivement.

Tableau 4. Salaires et prix

	Pourcentage de variation par rapport à l'année précédente				
	1978	1979	1980	1981	1982 ¹
Rémunération des salariés, pour tous les secteurs	19.0	20.7	25.2	22.0	
Salaires moyens nominaux, Portugal continental ²					
Industries manufacturières	14.7	19.0	22.0	20.0	
Construction	15.3	19.4	25.7	24.5 ³	
Agriculture	16.0	22.0	18.8	..	
Salaire réel par personne ⁴	-3.2	-3.0	3.8	0.8	
Coûts unitaires de main-d'œuvre	15.8	15.7	19.0	20.0	
Indice de prix implicite du PIB	21.4	22.0	14.9	17.9	
Indice des prix à la consommation (hors loyer)	22.1	24.2	16.6	20.0	24.5
Indice des prix de gros à Lisbonne	31.6	29.5	6.7	21.5	21.6

1. Moyenne des huit premiers mois de 1982 par rapport à la période correspondante de l'année précédente pour les prix à la consommation et premier trimestre 1982 par rapport au premier trimestre 1981 pour les prix de gros.

2. Estimations de la Banque du Portugal.

3. Trois premiers trimestres de 1981 par rapport à la période correspondante de 1980.

4. Rémunération par salarié à l'exclusion des cotisations de sécurité sociale des employeurs, déflatée par l'indice des prix de la consommation privée.

Sources : Département Central du Plan ; Banque du Portugal, *Bulletin trimestriel*.

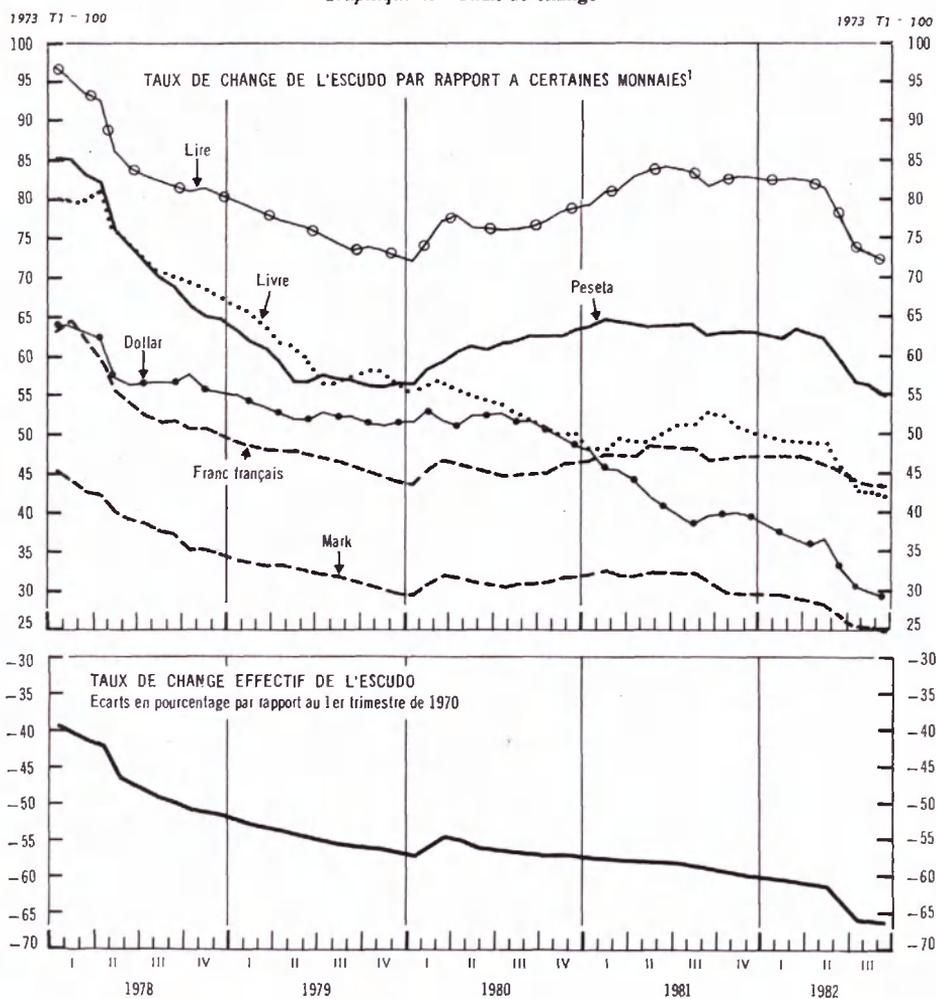
Dès 1977, les autorités portugaises ont tenté de mettre en œuvre une politique de freinage des salaires et de restauration des profits. Dans un premier temps cette politique a pris la forme d'un plafonnement des hausses annuelles des salaires. Devant les difficultés de mise en œuvre de cette politique, le Parlement ayant rejeté à plusieurs reprises en 1979 la norme de progression proposée par le gouvernement, celui-ci a assoupli le système et a donné au contrôle une forme moins directe. Chaque année est fixée une norme de salaire qui constitue le montant maximum que les entreprises peuvent répercuter dans les prix soumis à contrôle. Parallèlement les traitements des fonctionnaires sont plafonnés. Ce système n'a pas fait preuve d'une très grande efficacité, les négociations salariales s'avérant toujours difficiles, notamment dans les grandes entreprises publiques, ce qui a conduit systématiquement à des dépassements de la norme. Pour 1982, le gouvernement a fixé le taux de hausse des traitements des fonctionnaires à 15 %, qui ont été acquis le premier janvier, et la norme de progression des salaires à 17 %. Les informations dont on a pu disposer sur les négociations salariales du début de l'année ont montré que l'application de cette norme s'est avérée d'autant plus difficile que l'inflation s'accélérait, mais ce mouvement s'est infléchi en cours d'année.

II. RELATIONS AVEC L'EXTÉRIEUR

Taux de change

La politique des taux de changes a été infléchi au cours de l'année 1980 où le principe de la dévaluation glissante de l'escudo a été maintenu mais son ampleur atténuée. En effet, après le retour à un quasi-équilibre de la balance courante en 1979, qui résultait pour une large part de l'amélioration de la compétitivité extérieure, les autorités portugaises ont estimé qu'elles bénéficiaient d'une marge de manœuvre suffisante pour utiliser le taux de change comme instrument de lutte contre l'inflation, en contenant la progression des prix à l'importation. Une réévaluation de 6 % de l'escudo a donc été décidée au mois de février 1980 et le taux de la dépréciation glissante, a été

Graphique 4. Taux de change



1. Unités de devise étrangère par escudo.

Source : OCDE, Secrétariat.

ramené de 0.75 à 0.50 % par mois en juillet 1980⁹. Au total, durant l'année 1980, la dépréciation du taux de change effectif de l'escudo a été inférieure à 1 %. Compte tenu de l'ampleur de la dépréciation de l'escudo par rapport au dollar (6 %), ce taux moyen a reflété une appréciation par rapport aux monnaies de la majeure partie des partenaires commerciaux du Portugal, à l'exception de la Grande-Bretagne.

Cette évolution s'est poursuivie en 1981, par suite notamment de la forte appréciation du dollar vis-à-vis de l'ensemble des monnaies des pays membres de l'OCDE. Au cours de l'année 1981, l'escudo s'est déprécié de 23 % par rapport au dollar alors que son taux de change effectif se dépréciait de 7 %, ce qui s'est de nouveau traduit par une appréciation vis-à-vis de certaines monnaies européennes. Ce facteur, associé à l'accélération de l'inflation interne au Portugal, a entraîné une détérioration de la compétitivité extérieure¹⁰. En réaction à cette évolution, les autorités portugaises ont été amenées à revenir à un rythme de dépréciation mensuelle de 0.75 % en décembre 1981. Devant la poursuite de l'appréciation du dollar en 1982, la pondération du panier de monnaie sur lequel est calculée la dévaluation effective a été modifiée en mars 1982, afin de minimiser le poids du dollar et d'accroître celui des monnaies européennes¹¹ et par ailleurs, à la suite des changements de parité intervenus au sein du Système monétaire européen, les autorités portugaises ont décidé une dépréciation du taux de change effectif de l'escudo de 9.4 % en juin 1982. Au total, au cours des huit premiers mois de 1982, l'escudo s'est déprécié de 23.7 % vis-à-vis du dollar alors que le taux de change effectif baissait de 15.2 %.

Balance des paiements

Après une brève phase de retour à l'équilibre en 1979, la balance des paiements courants s'est de nouveau fortement dégradée durant les deux années suivantes et au premier semestre de 1982. Cette dégradation provoquée en partie par des facteurs exceptionnels, (sécheresse et deuxième choc pétrolier) traduit néanmoins largement une fragilité structurelle des relations du Portugal avec l'extérieur. Celle-ci se reflète à la fois dans l'évolution des échanges commerciaux, qui se dégradent dès que la demande intérieure marque une reprise et dans celle des transactions invisibles, largement affectée par le service de la dette extérieure. Au total, la balance des opérations courantes, qui avait été pratiquement équilibrée en 1979, s'est soldée en 1981 par un déficit de 2.7 milliards de dollars, représentant environ 11.2 % du PIB. Ainsi que cela avait été le cas en 1980, les entrées de capitaux non monétaires ont progressé rapidement, notamment les capitaux à moyen et long terme, mais de façon néanmoins insuffisante pour éviter que n'apparaisse, pour la première fois depuis 1977, un solde négatif de faible importance de la balance des opérations non monétaires, qui a été financé principalement par une nouvelle diminution des réserves de change.

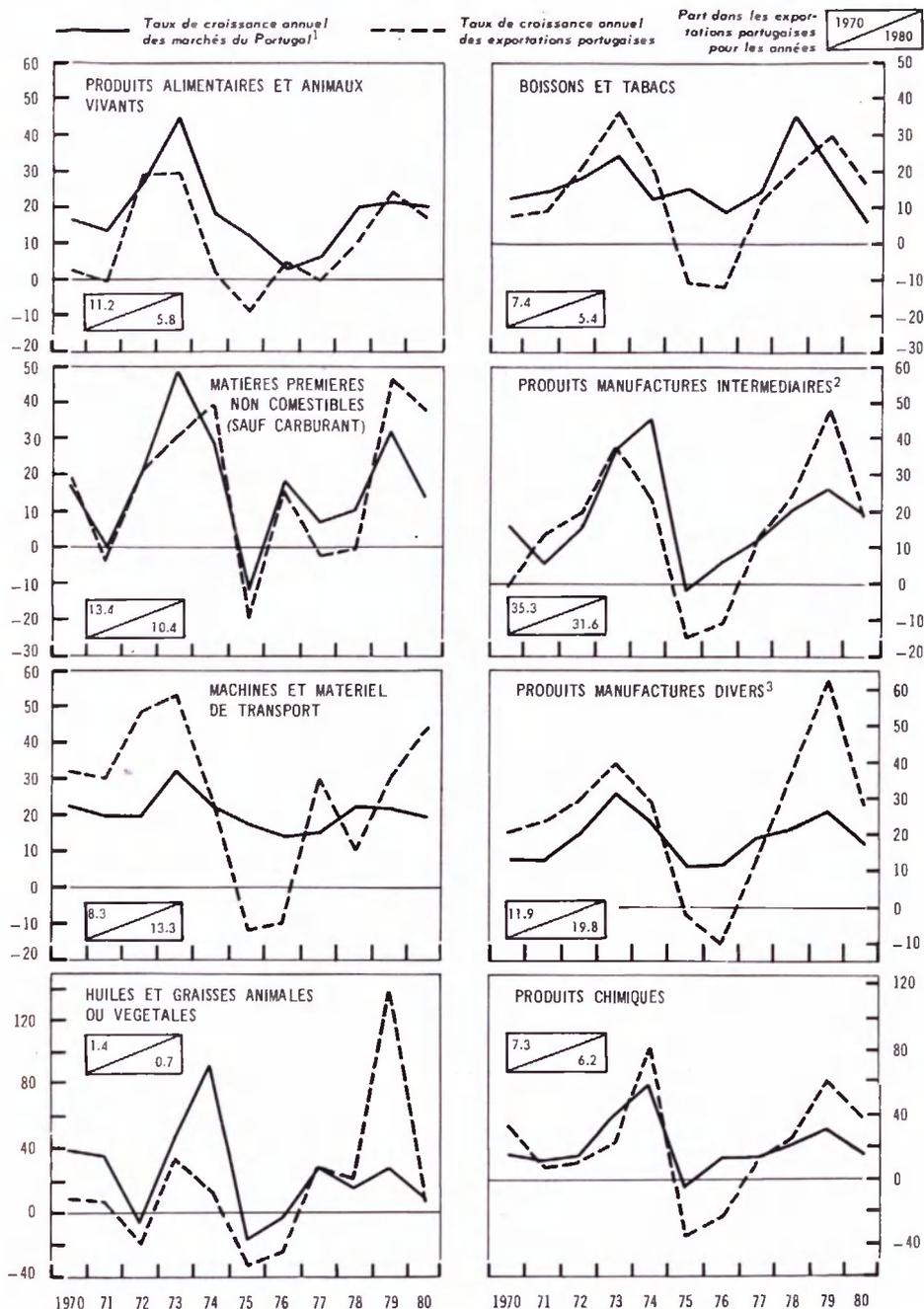
La poursuite de la dégradation de la balance commerciale en 1981 a résulté tout à la fois d'une évolution défavorable des échanges en volume et d'une détérioration marquée des termes de l'échange. Le volume des exportations a régressé de 2.6 % en 1981 par rapport à 1980 en raison de la faiblesse de la demande mondiale mais aussi des pertes de parts de marché, qui ont atteint 2 à 3 points environ pour les produits

9. Le système de la dépréciation graduelle de l'escudo fut instauré en septembre 1977, d'abord au rythme mensuel de 1 % puis à partir de mai 1978 de 1.25 %. En 1979, ce taux a été ramené à 1 % en avril et à 0.75 % en juillet.

10. Selon les estimations de la Banque du Portugal, les coûts relatifs de main-d'œuvre, calculés en monnaie commune, qui avaient diminué de 20 % par an en moyenne de 1976 à 1979 n'auraient diminué que de 1.1 % en 1980 puis auraient enregistré une progression de 6.6 % en 1981.

11. Le poids du dollar est passé de 22 % à 13 %, alors que celui des trois principales monnaies européennes (DM et FF et livre sterling) est passé de 34 % à 44 % dans ce panier, constitué de 18 monnaies.

Graphique 5. Performance des exportations portugaises pour certains groupes de produits



1. La croissance des marchés est calculée en pondérant la variation des importations des principaux partenaires du Portugal par la part relative qu'ils occupent dans les exportations de ce dernier pour chaque groupe de produits.

2. Section 6 de la CTCl. Essentiellement : articles en cuir, en bois et liège (sauf meubles), fils et tissus, papier, minéraux non métalliques, fer et acier, métaux non ferreux.

3. Section 8 de la CTCl. Essentiellement : meubles, vêtements, chaussures, instruments divers.

Source : OCDE, *Statistiques du commerce extérieur, Série C.*

manufacturés¹² et qui ont été dues pour une large part à la baisse de la compétitivité. Les exportations de produits agricoles et alimentaires ont été affectées par la sécheresse et ont reculé de plus de 9 % en volume, mais on a également enregistré des reculs extrêmement importants des exportations en volume dans la chimie (- 15 %), les industries du bois, la métallurgie (- 7 %) et le matériel de transport (- 13 %). Les prix à l'exportation exprimés en escudos ont augmenté de 13 % environ en 1981 soit à un rythme beaucoup moins élevé que celui des coûts salariaux internes, qui a avoisiné 20 %. Cette distorsion a certainement entraîné une diminution sensible de la situation de profit des entreprises exportatrices. Compte tenu de la forte dépréciation de l'escudo par rapport au dollar, le prix des exportations exprimé dans cette monnaie a diminué d'environ 8 % en 1981. L'orientation géographique des exportations a été en partie influencée par les évolutions relatives de taux de change bilatéraux. Ainsi, les exportations vers les pays de la CEE ne se sont accrues que de 7.3 % en valeur (en escudos) et celles vers les pays de l'EFTA de 6.2 %, ce qui implique vraisemblablement des reculs en volume de l'ordre de 5 à 6 %. Par contre, on a noté une vive progression vers les pays à économie planifiée, vers les pays de l'OPEP et surtout vers les pays de l'ancienne zone escudo (près de + 40 %) qui ont représenté, en 1981, 7.6 % du montant des exportations portugaises, alors que leur part était tombée à moins de 3 % en 1976.

Sous l'impulsion de la vigueur de la demande intérieure et de facteurs accidentels, le volume des importations s'est fortement accru en 1980 et durant une large part de l'année 1981. Toutefois, dans la seconde moitié de l'année dernière, une détente très nette s'est manifestée et, pour l'ensemble de l'année, leur volume s'est accru de 5.8 % contre 12 % en 1980. La forte accélération des importations de 1980 a été essentiellement imputable aux produits manufacturés (+ 17 % en volume) qu'il s'agisse des biens intermédiaires et des biens d'équipement, stimulés par la reprise de l'activité, ou des biens de consommation, notamment l'automobile et l'électro-ménager. En 1981, le ralentissement de la demande finale ainsi que d'importants mouvements de déstockage dans certains secteurs de l'économie, l'énergie et les matières premières notamment, ont permis de contrebalancer en partie les effets de la sécheresse sur les importations de produits agricoles (qui ont progressé de 10.5 % en volume) et sur celles de produits pétroliers¹³. Néanmoins, les importations de biens de consommation (automobile et électroménager) ont continué de croître à un rythme supérieur à 20% l'an en volume. Par ailleurs, il semble que le développement des capacités de production dans certains secteurs (l'industrie automobile notamment) entraîne une progression rapide des importations de biens intermédiaires.

La progression des valeurs unitaires à l'importation exprimées en escudos est demeurée extrêmement rapide en 1981 (+ 21 %), sous l'impulsion essentiellement des prix de l'énergie et des produits agricoles. Cette évolution a entraîné, pour la troisième année consécutive, une détérioration des termes de l'échange qui a atteint 6.7 % par rapport à 1980¹⁴. Cette détérioration s'explique en partie par la hausse des prix du

12. Cette estimation moyenne recouvre des divergences très grandes selon les marchés, la performance des exportations ayant été particulièrement défavorable vers les États-Unis et l'Italie, alors que, vers les pays de l'EFTA, le Portugal a pu maintenir ses positions.

13. Bien que la sécheresse ait entraîné un surcroît d'importations de produits pétroliers destinés à l'alimentation des centrales thermiques électriques, afin de compenser la sous production des centrales hydroélectriques, le volume total des importations de combustibles minéraux a diminué de 7.5 % environ en 1981 par rapport à 1980.

14. De 1976 à 1981, les termes de l'échange ont évolué ainsi en pourcentage :

1976	1977	1978	1979	1980	1981
-3.7	4.8	0	-5.4	-4.9	-6.7

Tableau 5. Balance des paiements
En millions de dollars
Données non corrigées des variations saisonnières

	1979	1980	1981	1980		1981		1982
				I	II	I	II	I
Exportations, fob	3 550	4 575	4 089	2 364	2 211	2 084	2 005	2 011
Importations, fob	6 182	8 781	9 251	4 276	4 505	4 917	4 334	4 847
Balance commerciale	-2 632	-4 206	-5 162	-1 912	-2 294	-2 833	-2 329	-2 836
Solde des services	104	-45	-441	-159	114	-270	-171	-629
Voyages	695	859	778	292	567	317	461	219
Transports	-114	-194	-131	-104	-90	-113	-18	-183
Revenus du capital	-437	-612	-960	-300	312	-354	-606	-556
Autres services	-40	-98	-128	-47	-51	-120	-8	-109
Solde des transferts	2 476	3 000	2 893	1 287	1 713	1 331	1 562	1 210
Balance des opérations courantes	-52	-1 251	-2 710	-784	-467	-1 772	-938	-2 255
Mouvements de capitaux à moyen et long terme	813	718	1 282	75	643	584	698	1 044
Secteur privé	462	314	765	43	271	317	448	602
Secteur public	351	404	517	32	372	267	250	442
Mouvements de capitaux à court terme et opérations non recensées	594	1 391	1 268	371	1 020	957	311	1 135
Balance des opérations non monétaires	1 355	858	-160	-338	1 196	-231	71	-76
Opérations à court terme des institutions monétaires	-995	-498	48	60	-558	223	-175	43
Balance des règlements officiels	360	360	-112	-278	638	-8	-104	-33
Tirages sur le FMI	41	146	72	49	97	43	29	27
Divers comptes officiels	251	334	6	153	181	96	-90	109
Variation des réserves de change (Augmentation = +)	68	-120	-190	-480	360	-147	-43	-169

Source : Banque du Portugal.

pétrole et l'incidence de l'appréciation du dollar à la fois sur la facture pétrolière et sur les importations de produits alimentaires. Calculée sur les échanges hors pétrole, les termes de l'échange se seraient améliorés de 4 % environ en 1980 mais se seraient dégradés d'un pourcentage identique en 1981. Au total, le déficit des échanges commerciaux (FOB-FOB) s'est accru de près de 45 % entre 1980 et 1981 passant de 199.6 milliards d'escudos à 289 milliards soit 22.6 % du PIB.

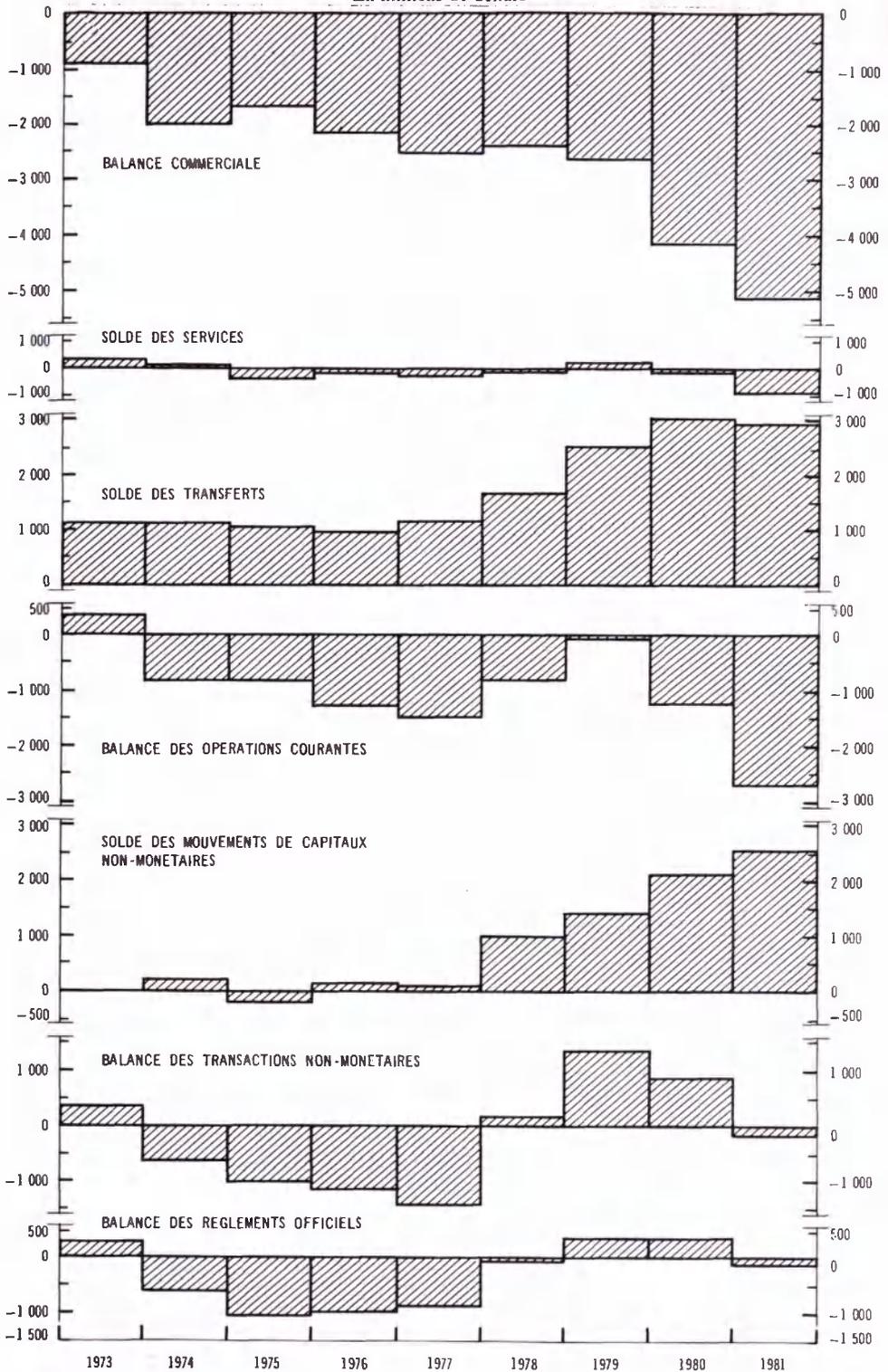
L'excédent dégagé par l'ensemble des opérations invisibles s'est contracté en 1981 à la suite d'un accroissement du solde négatif des services et d'une diminution de l'excédent dégagé par les transferts. Les recettes de tourisme ont sensiblement diminué en 1981 par rapport à 1980 en raison de la stagnation de l'activité économique internationale ainsi que de l'appréciation de l'escudo par rapport à un certain nombre de monnaies européennes. Par ailleurs, alors que le nombre de touristes étrangers qui sont entrés au Portugal s'est accru de plus de 4 % en 1981 par rapport à 1980, la durée moyenne de leur séjour a diminué de près de 10 % et leurs dépenses journalières de près de 1 %. Il semble enfin que l'appréciation du dollar ait exercé un rôle défavorable sur la compétitivité du tourisme dans la mesure où une grande partie des tarifs touristiques, qui sont fixés en dollars, n'ont pas été modifiés au fur et à mesure que celui-ci s'appréciait. La hausse des taux d'intérêt et l'accroissement de l'endettement extérieur du Portugal ont entraîné une progression de près de 57 % du solde négatif net des revenus du capital entre 1980 et 1981, où il a atteint 960 millions de dollars.

Les remises des émigrants avaient déjà vu leur rythme de progression se ralentir très sensiblement en 1980 par rapport à l'année précédente (+ 19.4 % en dollars contre + 46.8 %), elles ont diminué en 1981 de plus de 3 % en valeur absolue. Ce résultat doit être interprété en tenant compte de l'appréciation du dollar par rapport aux monnaies des pays européens de l'OCDE d'où proviennent les deux tiers des remises d'émigrants. Estimées en Écus les remises ont progressé de 17.5 % en 1980 et de 21.4 % en 1981. Le ralentissement de l'activité économique dans la zone de l'OCDE et celui de la progression des salaires nominaux peuvent également expliquer le ralentissement de la progression depuis 1980 ; mais d'autres facteurs doivent aussi être pris en considération. Ainsi, au cours des années 1978-1979, un certain nombre de mesures incitatives avaient été prises dans un climat de retour à la confiance interne et avaient entraîné de fortes remises après la tendance à la rétention des années antérieures. En 1981, la dégradation de la situation économique interne du Portugal, l'accélération de l'inflation, le niveau négatif des taux d'intérêt réels créditeurs (alors qu'à l'étranger ces taux augmentaient) ont certainement exercé un rôle dissuasif sur les retours d'économies des travailleurs émigrés¹⁵.

Le recul des entrées nettes de capitaux à moyen et long terme enregistré en 1980, par suite notamment du déclin des crédits commerciaux à long terme, a fait place en 1981 à un très fort accroissement, leur montant atteignant près de 1.3 milliard de dollars. Cet accroissement a été essentiellement dû à la forte demande de capitaux du secteur gouvernemental et des entreprises nationalisées, les investissements directs étrangers s'étant maintenus à un niveau proche de celui de 1980. Bien qu'en léger recul par rapport à 1980, les entrées nettes de capitaux à court terme (y compris les erreurs et omissions) sont demeurées extrêmement élevées en 1981 (1.3 milliard de dollars), en raison de l'importance des achats de pétrole et de matières premières, financés essentiellement par des crédits à court terme, et de la poursuite d'un certain mouvement de substitution de crédits à court terme aux crédits à long terme dont les procédures d'obtention sont plus complexes. Enfin, le resserrement du crédit sur le plan interne en

15. Alors qu'en 1979 l'amélioration de la situation économique avait entraîné des rentrées de capitaux flottants sous la rubrique de remises d'émigrants et de flux touristiques, des sorties de capitaux symétriques ont pu être enregistrées en 1981 par suite de l'accélération de l'inflation.

Graphique 6. Structure de la balance des paiements
En millions de dollars



Source : Banque du Portugal.

fin d'année a certainement contribué à l'accroissement de l'endettement court à l'étranger. La balance des opérations non monétaires est passée d'une position excédentaire en 1980 (+ 860 millions de dollars) à un déficit de 160 millions de dollars en 1981. Alors qu'au cours des trois années antérieures, le système bancaire s'était désendetté vis-à-vis de l'extérieur, en 1981 il s'est légèrement endetté et la balance des règlements officiels a dégagé un solde négatif de 112 millions de dollars. La Banque du Portugal ayant continué à rembourser ses emprunts extérieurs en 1981, on a enregistré une nouvelle diminution des réserves de change de 190 millions de dollars environ. Les réserves de change (or exclus) s'élevaient à 550 millions de dollars à la fin de 1981 et à la même période le montant total des avoirs extérieurs nets du Portugal s'élevait à 6.4 milliards de dollars¹⁶ (418 milliards d'escudos).

L'évolution défavorable de la balance des opérations courantes a entraîné une forte progression de la dette extérieure du Portugal qui a atteint 10 milliards de dollars soit plus de 40 % du PIB contre 7.7 milliards en 1980¹⁷. On a par ailleurs assisté à un glissement notable vers l'endettement à court terme qui a représenté en 1981 plus du tiers de l'endettement total contre le quart environ au cours des années antérieures. Cet accroissement de la part de l'endettement à court terme résulte des opérations des entreprises publiques qui sont devenues à la fois les plus importants emprunteurs à l'étranger (fin 1981 leur endettement représentait plus de 55 % du total de l'endettement extérieur) et surtout des emprunteurs à court terme, puisque 84 % de la dette à court terme leur sont imputables. Cette évolution vers un endettement à court terme est liée à la fois à l'instabilité qui a prévalu sur le marché des capitaux à moyen et long terme en 1981 ainsi qu'à des facteurs spécifiques qui ont été exposés précédemment (financement des achats de pétrole et de matières premières). Le service de la dette extérieure s'est considérablement accru en 1981 et a atteint 2.1 milliards de dollars se répartissant pour moitié entre l'amortissement et les intérêts¹⁸.

Au premier trimestre de 1982, les exportations sont demeurées déprimées ; en données corrigées des variations saisonnières, elles ont reculé de 1.5 % (en escudos) par rapport au quatrième trimestre de 1981. En données brutes, pour les six premiers mois de 1982, on a enregistré une progression (en escudos) de 17.9 % par rapport à la même période de 1981 (ce qui correspond à un recul de 3.5 % en dollars) ; mais il faut noter qu'au début de 1981 le niveau des exportations avait été extrêmement bas. Les importations (cvs) ont progressé rapidement en valeur au début de l'année, + 6.1 % au premier trimestre par rapport au trimestre précédent. Par rapport à la même période de

16. Depuis le 1^{er} janvier 1980, les avoirs en or sont estimés sur la base de 254.92 dollars l'once.

17. La dette extérieure nette du Portugal a évolué ainsi au cours des dernières années (en milliards de dollars)

	1978	1979	1980	1981	1982 1 ^{er} trim.
Administrations	0.9	1.3	1.7	2.2	2.2
Banque du Portugal	1.9	1.6	1.1	0.9	0.9
Entreprises publiques	2.0	2.9	3.7	5.3	5.9
Autres	0.6	0.8	1.2	1.6	1.9
Total	5.4	6.6	7.7	10.0	10.9

18. Le coefficient du service de la dette qui est le rapport entre le montant du service de la dette (tel qu'il est estimé par les autorités portugaises) et les exportations totales (biens et services et remises d'émigrants) a évolué ainsi au cours des dernières années :

1978	1979	1980	1981
0.17	0.17	0.15	0.23

1981, elles se sont accrues de 20.9 % au cours des six premiers mois de cette année (soit un recul de 1.4 % en dollars). Au cours des six premiers mois, la balance commerciale a été déficitaire de 2.8 milliards de dollars et le déficit courant a atteint près de 2.3 milliards de dollars.

III. POLITIQUE ÉCONOMIQUE

Au cours des cinq dernières années, la politique économique a changé assez fréquemment d'orientation, essentiellement en réponse aux brusques variations de la situation de la balance des paiements. Les autorités se sont le plus souvent appuyées sur la politique monétaire et sur celle des taux de change, sur un contrôle des prix étendu et dans une certaine mesure sur la fixation de normes de progression des salaires¹⁹. Des mesures de politique budgétaire ont également été prises dans un but de régulation de la demande, mais leur effet a été éclipsé par la forte tendance expansionniste des dépenses publiques, certes, liée en partie à la charge d'intérêt de la dette publique. Dans ce contexte de changements fréquents de politique économique à court terme et en raison de facteurs institutionnels et politiques, des retards sont intervenus dans la formulation des politiques économiques à moyen terme. Dans le domaine crucial de la politique agricole à moyen terme aucune mesure importante n'a été prise. Les plans de réforme des entreprises publiques ont été bloqués par la révision de la Constitution qui est maintenant dans sa phase finale. Enfin, comme dans les autres pays, l'élaboration des plans économiques à moyen terme a été contrariée par les événements. Cependant, dans le domaine de la politique industrielle un important travail, décrit dans la section finale de cette partie du rapport, est en cours.

La crise de la balance des paiements de 1977, où le déficit extérieur courant avait dépassé 9 % du PIB et où le taux d'inflation était de 27 %, a été pour une large part le reflet des effets des dislocations économiques liées aux transformations institutionnelles des années 1974-1976. Le programme de stabilisation de 1977-1978 mis en œuvre dans un environnement économique international qui s'avéra n'avoir pas été trop défavorable, a eu des résultats rapides, en particulier, une amélioration sensible de la balance des paiements. La politique de régulation de la demande est alors devenue de plus en plus expansionniste entre la mi-1979 et la mi-1981 et le taux de change effectif a pratiquement été stabilisé durant l'année 1980, quand les résultats de la deuxième augmentation du prix du pétrole se sont fait sentir. Le déficit extérieur courant s'est aggravé et a dépassé 11 % du PIB en 1981. Le taux d'inflation partiellement masqué par le contrôle des prix depuis un certain temps est revenu dans la zone de 20 à 25 % jusqu'à l'été de 1982. Contrairement aux mesures globales des années 1977-78, où un programme de stabilisation avait été mis en œuvre, le glissement vers des politiques restrictives depuis l'été 1981 a été graduel. Les plafonds applicables au crédit bancaire ont été abaissés et les taux d'intérêt ont été relevés, alors qu'au cours des tous derniers mois le contrôle des prix a été renforcé et qu'une dépréciation du taux de change effectif de l'escudo de 9.4 % a eu lieu. Sur la base du budget de 1982, la politique budgétaire

19. La politique des prix et des salaires est décrite dans la première partie de l'étude et la politique de taux de change dans la deuxième partie.

devrait être sensiblement moins expansionniste qu'en 1981 mais le dérapage du déficit vers un niveau plus élevé que prévu a entraîné la réduction des dotations budgétaires.

Politique budgétaire

Le poids des opérations des administrations publiques dans l'économie a augmenté dans de fortes proportions depuis le milieu des années 70. L'accroissement des dépenses, en pourcentage du PIB (de 22.7 % en 1973 à 42.1 % en 1981), a été beaucoup plus important que celui des recettes (de 24.1 à 31.9 %), de sorte que la faible capacité de financement qui existait au début de la dernière décennie a fait place à un besoin de financement toujours croissant, qui a atteint 10,2 % du PIB en 1980²⁰. Ce déséquilibre est imputable pour une large part à la forte augmentation des dépenses courantes – 30.5 % par an en moyenne entre 1974 et 1981 – qui tient en partie à des causes structurelles, comme l'extension du système de protection sociale à la quasi-totalité de la population, mais aussi à la croissance non maîtrisée de certains postes importants, tels que l'emploi dans la fonction publique et les subventions aux entreprises publiques. Le financement du déficit croissant du secteur public a entraîné aussi un rapide alourdissement des paiements d'intérêts, lesquels ont atteint en 1981 17.5 % des recettes des administrations publiques. En raison du manque de souplesse du système fiscal portugais, qui s'appuie sur un grand nombre d'impôts, il n'a pas été possible d'augmenter les recettes autant que les dépenses, malgré l'importance du prélèvement opéré par l'alourdissement automatique de la fiscalité et certains succès obtenus ces dernières années dans la lutte contre une évasion fiscale largement répandue.

Face à ces graves problèmes de finances publiques, les autorités ont, ces dernières années, affirmé à plusieurs reprises leur intention de réduire le déséquilibre entre les recettes et les dépenses et de restructurer la composition de ces dernières en faveur des dépenses d'investissement, mais les réalisations effectives ont été limitées. Le budget de 1981, qui a pris effet en avril, était conforme à ce schéma général. Sur la base d'un taux de croissance du PIB nominal fixé à 20 %, le besoin de financement des administrations publiques devait être ramené de 9.1 % du PIB en 1980 à 8.7 %. La progression des recettes devait se ralentir après l'accroissement exceptionnel de 1980, dû au moratoire accordé pour les arriérés d'impôts et à l'amélioration des procédures de recouvrement introduites à l'époque; mais elle devait néanmoins rester supérieure à l'accroissement des dépenses. Un effort devait être consenti pour comprimer certains postes importants de dépenses, compte tenu de la très rapide expansion prévue pour les paiements d'intérêts. Les recrutements dans la fonction publique ont été gelés pour l'exercice 1981, un assouplissement du contrôle des prix devait permettre de maintenir à leur niveau nominal de 1980 les subventions en faveur des produits alimentaires et les subventions aux entreprises publiques; les transferts aux ménages devaient diminuer considérablement en termes réels. Il était enfin prévu de réduire en termes réels les transferts en capital aux entreprises publiques, alors que les dépenses d'investissement de l'administration elle-même devaient s'accroître fortement.

En fait, l'évolution des opérations des administrations publiques a été loin de correspondre aux prévisions. Une fois de plus, les dépenses ont augmenté plus vite qu'on ne s'y attendait, et bien que les recettes se soient, elles aussi, accrues davantage que prévu, le besoin de financement des administrations s'est élevé au total à 147 milliards d'escudos, soit 10.2 % du PIB, au lieu des 116 milliards figurant dans les documents

20. Ce chiffre ne tient pas compte du besoin de financement des entreprises publiques. Selon certaines estimations, celui-ci est maintenant égal à celui des administrations et est à l'origine de près de 80 % des emprunts publics à l'étranger.

Tableau 6. Compte des administrations publiques
Dans l'optique de la comptabilité nationale

	Milliards d'escudos				Pourcentage de variation par rapport à l'année précédente		
	1980 Réalisation	1981 Prévision	1981 Réalisation	1982 Prévision	1981 ¹ Prévision	1981 Réalisation	1982 ¹ Prévision
Recettes courantes	362.6	431.3	447.1	568.8	18.2	23.3	27.2
Impôts directs	77.4	95.8	107.9	127.6	23.8	39.4	18.3
Cotisations de sécurité sociale	90.7	110.5	112.9	144.5	18.8	24.5	28.0
Impôts indirects	173.0	204.6	212.0	271.3	18.3	22.5	28.0
Autres	21.5	20.4	14.3	25.4	10.9	-33.5	77.6
Dépenses courantes	404.6	478.9	527.3	608.3	17.7	30.3	15.4
Biens et services	185.6	216.2	230.8	275.1	16.1	24.4	19.2
Subventions	59.8	60.7	69.4	50.8	1.5	16.1	-26.8
Transferts	120.4	133.3	147.4	173.4	9.0	22.4	17.6
Intérêts	38.8	68.7	79.7	109.0	77.1	105.4	36.8
Epargne courante	-42.0	-47.6	-80.2	-39.5			
Recettes en capital	5.8	11.8	8.5	9.7	100.0	46.6	14.1
Dépenses en capital	70.1	80.4	76.5	105.0	13.7	9.1	37.3
Transferts	20.7	13.3	14.0	18.3	-36.1	-32.4	30.7
Investissements	49.4	67.1	62.5	86.7	34.5	26.5	38.7
Besoin de financement (en pourcentage du PIB)	-106.3 (8.8)	-116.2 (8.7)	-148.2 (10.3)	-134.8 (7.7)			
Capacité de financement ²	21.1	16.8	18.0	19.7			
Solde global (en pourcentage du PIB)	-127.4 (10.6)	-133.0 (10.0)	-166.2 (11.5)	-154.5 (8.8)			

Note : Les prévisions sont des projections concernant les comptes des administrations publiques figurant au budget de l'administration centrale, les prévisions pour 1982 sont les dernières disponibles.

1. Variation prévue par rapport aux réalisations de l'année précédente.

2. Crédit aux entreprises publiques.

Source : Ministère des Finances.

budgétaires²¹. Cet important dépassement est attribuable, dans une certaine mesure, au fait que l'économie a suivi un cours très différent de celui qui avait été prévu, avec une croissance plus lente et une inflation plus forte (bien que le PIB nominal ait augmenté à peu près comme escompté) et avec des taux d'intérêt intérieurs et internationaux plus élevés, mais une fois encore, le principal facteur semble avoir été l'évolution incontrôlée de certains postes importants de dépenses publiques. En août 1981, face à un déficit croissant, les autorités ont réduit de quelque 7 milliards d'escudos les dotations pour les dépenses courantes des administrations publiques. Ces mesures, toutefois, n'ont pas produit l'effet souhaité et le dépassement du déficit du budget initial a obligé les autorités à faire approuver en fin d'année un budget supplémentaire leur permettant de faire face à la situation.

En 1981, pour la deuxième année consécutive, les recettes courantes des administrations publiques ont augmenté plus vite que prévu, 24.7 % contre un chiffre prévisionnel de 19.2 %. Cela semble dû en partie aux nouveaux progrès réalisés par les autorités dans la lutte contre l'évasion fiscale après le succès exceptionnel obtenu l'année précédente. Les impôts directs sont la catégorie de recettes qui a augmenté le plus rapidement, avec un taux de croissance proche de 40 %. L'effet négatif exercé sur les recettes par l'abaissement des taux et l'augmentation des exonérations applicables aux deux principaux impôts sur les revenus salariaux – impôt complémentaire et taxe professionnelle – semble avoir été plus que compensé par une anticipation du recouvrement de la taxe professionnelle exigible à la fin de l'année et par une augmentation de 70 % du produit de l'impôt sur le revenu du capital, sous l'effet conjugué du relèvement des taux d'imposition et de la poussée des taux d'intérêt. Les cotisations de sécurité sociale ont augmenté aussi à un rythme beaucoup plus rapide que prévu, surtout du fait que la progression des salaires a été plus forte qu'on ne l'attendait. La plus faible contribution à l'accroissement des recettes a été celle des impôts indirects, dont le produit a cependant augmenté plus vite que prévu dans le budget, en raison principalement d'une inflation plus rapide. L'uniformisation des taux d'imposition sur le chiffre d'affaires à un niveau moyen plus bas (décidée en vue de l'instauration éventuelle de la taxe à la valeur ajoutée) et le moindre rendement du nouveau système de droits de douane ad valorem semblent avoir eu un effet négatif par rapport aux prévisions. En revanche, un coup de pouce a été donné aux recettes par le relèvement de la taxe sur les tabacs et des droits de timbres, et plus encore par une augmentation de 40 % du produit de l'impôt sur les ventes de véhicules à moteur, due à une forte progression des importations d'automobiles.

En 1981, les dépenses courantes des administrations publiques ont une fois encore augmenté plus vite que le PIB nominal (29.6 et 19.6 % respectivement) et que l'objectif fixé par les autorités (17.7 %), confirmant l'existence de rigidités persistantes. Comme ces dernières années, le gel du recrutement dans la fonction publique n'a guère influé sur l'emploi dans les secteurs de la santé et de l'éducation et dans les administrations locales, de sorte que la consommation publique a largement dépassé les prévisions budgétaires, bien que la progression des salaires ait été limitée à 17 %. Les subventions aux entreprises ont aussi dépassé notablement les prévisions du budget initial, en raison du gonflement des importations de produits alimentaires subventionnés, dont le coût s'est trouvé majoré par l'appréciation du dollar, et par suite de la modération des ajustements de tarifs des transports publics, voulue par les autorités pour ne pas aggraver encore l'inflation. Le relèvement des pensions de retraite et des prestations de l'assurance-maladie a entraîné un dépassement des crédits ouverts au titre des transferts aux ménages. Par ailleurs, le niveau élevé des taux d'intérêt, l'alourdissement du service de

21. Le déficit global des administrations publiques, qui comprend les concours aux entreprises publiques, a atteint 11.5 % du PIB en 1981 contre 10.9 % en 1980.

la dette résultant de l'appréciation du dollar, le fait que le déficit a été plus large que prévu et la charge des indemnités versées aux actionnaires des entreprises nationalisées, tous ces facteurs ont contribué à doubler le montant des paiements d'intérêts. En ce qui concerne les dépenses en capital, les transferts aux entreprises publiques ont été, comme à l'accoutumée, supérieurs aux prévisions budgétaires tandis que les dépenses d'investissement leur ont été inférieures. Les investissements dans les travaux publics, l'agriculture et l'enseignement ont été particulièrement entravés par des lenteurs administratives.

Comme les années précédentes, le déficit global des administrations publiques a été principalement financé par la Banque du Portugal, les banques nationales et l'emprunt extérieur. La part du déficit financé directement par l'épargne des ménages, qui avait augmenté progressivement pour atteindre 10 % en 1980, grâce notamment à l'émission de bons du Trésor à des taux attractifs, a baissé jusqu'à 7 % en 1981, en raison peut-être du succès des obligations émises par les entreprises publiques.

Le principal objectif du budget de 1982 était, une fois encore, de réduire le déficit de l'État. Face aux graves problèmes d'inflation et de balance des paiements qui se posent actuellement, les autorités se sont fixé des objectifs ambitieux. Le budget, voté pour la première fois en cinq ans au début de l'année civile et basé sur l'hypothèse d'une croissance nominale de 22 % du PIB, vise à stabiliser le déficit global de l'administration centrale à son niveau de 1981 et à réduire en valeur absolue le besoin de financement de l'ensemble des administrations publiques, qui devrait tomber de 10.2 % du PIB en 1981 à 7.7 % cette année. Pour réaliser cet objectif, les autorités ont pris un train de mesures visant à la rationalisation des services entraînant un gel de facto des effectifs. Par ailleurs, la progression des salaires des fonctionnaires a été limitée à 15 %. D'importants ajustements en hausse des prix des biens et services subventionnés devraient permettre de réduire les subventions de 9 milliards d'escudos par rapport à leur niveau de 1981 et de n'accroître que faiblement les transferts en capital aux entreprises publiques. Les dépenses de santé seront limitées par un accroissement de la participation des patients aux frais médicaux. Il est prévu que la limitation des dépenses courantes sera en partie compensée par une importante augmentation des dépenses d'investissement (38 %), laquelle ne devrait pas, cependant, être entièrement absorbée par la formation de capital²². Selon les documents budgétaires, les recettes fiscales devraient augmenter plus vite que le PIB, en raison principalement de mesures délibérées concernant les impôts indirects, notamment l'augmentation de certains taux.

Au vu des difficultés que les autorités ont rencontrées jusqu'à présent sur le plan de la maîtrise des agrégats de la politique budgétaire, on peut douter de leurs chances de succès dans la réalisation des objectifs ambitieux du budget de 1982. En janvier, les salaires des fonctionnaires ont été relevés dans des proportions correspondant à 15 % sur une base annuelle, ce qui est conforme aux limites fixées par le budget. Les réalisations budgétaires du premier semestre, qu'il convient de considérer avec une grande prudence en raison des variations erratiques que l'on observe en cours d'exercice, semblent indiquer toutefois que le déficit des administrations centrales s'établit à un niveau trois fois plus élevé que celui de la période correspondante de 1981. Ceci semble résulter à la fois d'un recouvrement des recettes inférieur aux prévisions et d'une progression plus rapide des dépenses, en dépit de retard dans le paiement des subventions. Des mesures restrictives ont été décidées depuis le mois d'août en vue d'accélérer les règlements d'arriérés d'impôts indirects et de cotisations sociales et de lutter contre la fraude dans ce domaine. Par ailleurs, des mesures visant à réduire les dépenses de l'État ont été prises.

22. En raison des méthodes comptables appliquées, les dépenses d'investissement des administrations publiques comprennent aussi certains coûts de fonctionnement, dont la part, estimée à 14 % en 1981, pourrait atteindre 20 % cette année.

Politique monétaire

Depuis 1978, les plafonds sur les crédits bancaires ont constitué pour les autorités le principal instrument de la politique monétaire, car il était difficile de maîtriser l'évolution de la base monétaire face à l'expansion rapide du besoin de financement du secteur public et aux fortes variations de la balance des paiements. Par contre, les taux d'intérêt, qui sont presque complètement réglementés, n'ont été que très rarement utilisés comme instrument de la politique monétaire. L'orientation de la politique du crédit et le degré de contrôle exercé par les autorités sont difficiles à évaluer car les plafonds des crédits ainsi que d'autres objectifs intermédiaires ne sont pas annoncés à l'avance. De plus, en raison notamment des modifications dont la méthode de calcul des plafonds a fait l'objet pendant une courte période en 1981, aucune information ex-post sur ces plafonds et sur le comportement des banques à leur égard n'est actuellement publiée.

A en juger cependant par l'évolution des principaux agrégats relatifs à la monnaie et au crédit, la politique d'accompagnement mise en œuvre en 1980 a encore été assouplie au cours des trois premiers trimestres de 1981. Le rythme de croissance du crédit intérieur total s'est accéléré régulièrement, passant d'environ 28-29 % en 1980 à près de 33 % au troisième trimestre de 1981. L'expansion du crédit au secteur public s'est maintenue, avec des fluctuations, à son niveau très élevé, la part des concours des banques commerciales ayant augmenté dans de fortes proportions en raison du placement auprès des banques de bons du Trésor. En outre, le crédit bancaire au secteur privé (entreprises publiques et privées et ménages), soumis à l'encadrement, a accusé une nette accélération. Malgré un ralentissement de l'activité en 1981, la demande de crédit est restée vigoureuse à cause de l'inflation croissante et d'une baisse du coût du crédit en termes réels liée au fait que les taux d'intérêt sont restés inchangés. Cette demande a été satisfaite par une forte expansion du crédit subventionné et a en outre été rendue possible par l'introduction, au début de 1981, d'une méthode plus souple de calcul des plafonds de crédit, permettant aux banques d'augmenter leurs prêts pendant

Tableau 7. Masse monétaire et contreparties

	Milliards d'escudos encours au 31.12.1981	Pourcentage de variation par rapport à la période correspondante de l'année précédente					
		1981				1982	
		T1	T2	T3	T4	T1	T2
Monnaie en circulation	188.1	14.7	15.5	12.6	14.1	15.9	14.7
Dépôts à vue	336.9	25.5	26.8	21.5	5.5	12.4	8.0
M1	525.3	21.4	23.0	18.3	8.4	13.6	9.8
Dépôts à terme	845.3	38.4	37.9	39.3	35.3	32.1	30.8
Dépôts des émigrés	352.2	69.3	71.1	58.4	53.2	46.4	39.5
M2	1 722.9	36.9	37.8	35.2	28.6	28.9	25.9
Contreparties							
Avoirs extérieurs nets	411.7	—	—	—	—	—	—
Crédit intérieur total	1 648.1	29.8	30.3	32.8	28.7	28.0	26.6
Crédit au secteur public	304.6	41.0	33.7	44.6	39.7	42.9	41.7
Crédit aux entreprises et aux ménages	1 343.5	26.4	29.3	29.3	25.2	23.0	21.8
<i>Dont :</i>							
Entreprises non financières publiques	290.6	13.1	14.4	20.9	14.5	10.2	..
Entreprises non financières privées et ménages	893.9	36.6	42.1	37.6	34.2	30.6	..
Divers	- 336.9	—	—	—	—	—	—

Source : Banque du Portugal.

les neuf premiers mois de 1981²³, et par l'attitude tolérante des autorités à l'égard des banques qui dépassaient ces plafonds²⁴. Comme en 1980, les crédits bancaires aux entreprises privées ont augmenté plus rapidement que les crédits aux entreprises publiques, les autorités continuant à encourager ces dernières à faire appel au crédit étranger. C'est une des raisons pour laquelle les avoirs extérieurs nets ont continué de s'accroître au moment où le déficit de la balance courante s'aggravait. Le taux de croissance de la masse monétaire M2 a ainsi continué de fluctuer à plus de 35 %, tandis que sa composition évoluait dans le sens d'une nette augmentation de la part relative des dépôts à terme²⁵, qui s'explique à la fois par le coût accru de la détention d'avoirs liquides supplémentaires en période de forte inflation et par les conditions favorables offertes par les banques pour attirer ces dépôts compte tenu du nouveau mode de calcul des plafonds du crédit.

La politique monétaire est devenue progressivement plus restrictive depuis le troisième trimestre de 1981, époque à laquelle les autorités ont commencé à réagir aux graves problèmes d'inflation et de balance des paiements; toutefois, comme c'est désormais généralement le cas, aucun objectif intermédiaire officielle n'a été annoncé pour 1982. Les plafonds du crédit ont été abaissés pendant l'été de 1981 et l'ancien système de plafonds a été rétabli en septembre. Ils semblent avoir été appliqués de façon plus stricte et les pénalités encourues en cas de dépassement sont devenues progressivement plus sévères²⁶. Entre septembre 1981 et mars 1982 ce contrôle quantitatif plus strict a commencé à faire sentir ses effets; l'expansion du crédit intérieur total et de la masse monétaire s'est ralentie, et ce mouvement a probablement été amplifié par l'effet négatif exercé sur les ressources des banques par un ralentissement de la progression des envois de fonds des émigrés. Au deuxième trimestre de 1982, cette évolution s'est encore accentuée. En effet, le financement bancaire des administrations publiques n'étant pas soumis à encadrement, la charge de l'ajustement a été supportée en grande partie par les entreprises. Toutefois, les entreprises publiques ont continué de faire largement appel à l'emprunt à l'étranger.

En même temps qu'elles resserraient les contrôles sur le crédit, les autorités ont relevé les taux d'intérêt maximums de 1 à 2½ points en juillet 1981 puis à nouveau de 2 points en avril 1982; le taux d'escompte officiel lui n'a été augmenté que de 1 point. Ces relèvements, les premiers depuis mai 1978, visaient principalement à rétablir le pouvoir d'attraction des avoirs en escudos face à la montée de l'inflation intérieure et des taux d'intérêt internationaux, et d'éviter ainsi des effets négatifs sur les mouvements de capitaux et le taux de change. Mais les autorités semblent aussi envisager d'utiliser plus activement les taux d'intérêt pour limiter une demande excessive de crédit. Malgré les relèvements récents, les taux d'intérêt maximums restent légèrement négatifs en termes réels. D'une manière plus générale, l'utilisation effective des taux d'intérêt en tant qu'instruments de régulation du crédit intérieur est limitée par un système complexe de

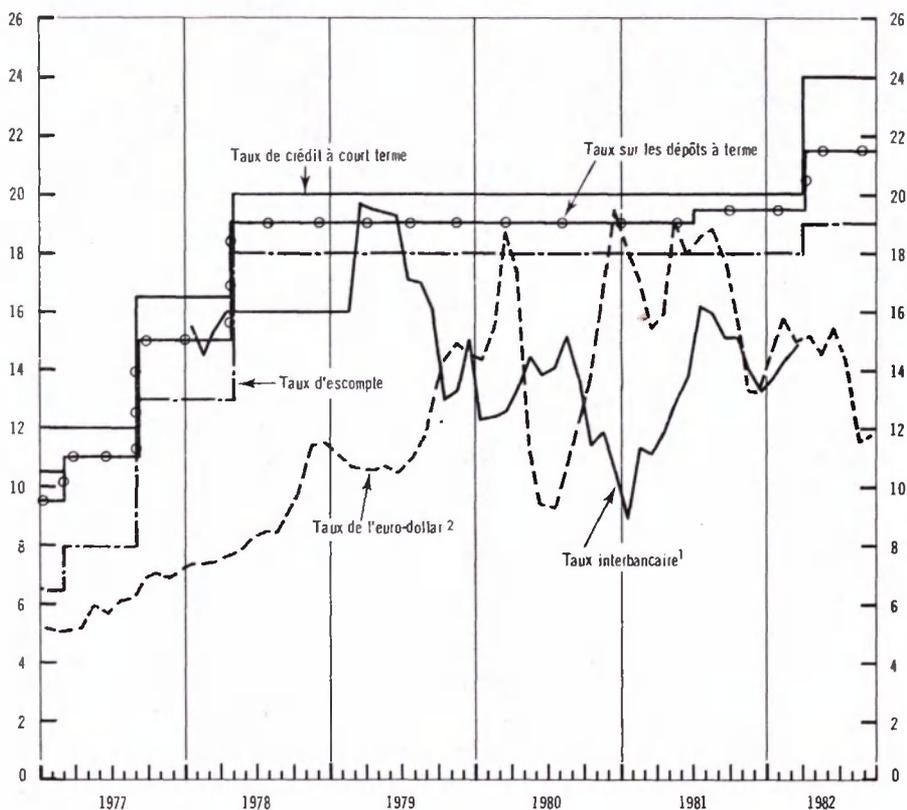
23. Les plafonds de crédits étaient auparavant calculés mensuellement pour chaque banque et exprimés sous la forme d'un montant fixe d'augmentation par rapport à leurs actifs existants. Sous le nouveau régime institué au début de 1981, les banques ont le droit d'augmenter automatiquement les crédits au-dessus du plafond assigné, sous réserve que cette augmentation ait pour contrepartie un accroissement correspondant des dépôts à terme et des dépôts des émigrants, lesquels ont progressé à un rythme très rapide au premier semestre de 1981.

24. La sanction du dépassement de plafond était le dépôt de réserves obligatoires égales à 30 % du montant des crédits accordés au-delà du plafond, mais cette mesure a rarement été appliquée jusqu'au milieu de l'année 1981.

25. La part des dépôts à terme, y compris les dépôts des émigrants, dans M2 est passée de 64 % en décembre 1980 à 70 % en décembre 1981.

26. Au moment de la rédaction de la présente étude, la Banque du Portugal avait décidé d'augmenter à 100 % le taux des réserves obligatoires sur les crédits accordés au-delà du plafond.

Graphique 7. Taux d'intérêt



1. Taux moyen 60 à 90 jours.

2. Taux à 3 mois.

Source : Banque du Portugal, *Bulletin trimestriel*.

bonifications, souvent substantielles, accordées dans des secteurs très divers, notamment l'agriculture, le logement, les exportations et l'investissement²⁷. La part des prêts accordés à des taux préférentiels dans le crédit bancaire total aux entreprises privées et publiques est passée de 20 % à la fin de 1979 à 37 % en décembre 1981. La première mesure prise par les autorités en vue de rationaliser le système a été, en avril 1982, de réaménager les taux subventionnés²⁸ et d'assortir de conditions plus restrictives l'accès au crédit préférentiel, mais les informations permettant d'évaluer l'effet de ces mesures ne sont pas encore disponibles.

27. Le taux de bonification varie entre 2 et 6 ½ % pour les projets susceptibles d'en bénéficier dans les secteurs de l'agriculture, du logement et des exportations, et entre 1 ½ et 16 % dans des cas extrêmes pour les projets d'investissement.

28. Les taux de bonification ont été abaissés pour les crédits agricoles à court terme, et relevés pour les crédits à plus long terme et les crédits à l'exportation.

Politique structurelle

Il n'est certes pas aisé d'élaborer une politique à moyen terme dans un pays où les autorités se trouvent constamment sollicitées par l'urgence des problèmes à court terme, et dans un environnement international particulièrement incertain. Cependant, des efforts sérieux sont actuellement menés au Portugal pour moderniser les structures du pays dans les domaines industriel et financier. Les principaux problèmes rencontrés par les autorités portugaises sont : l'héritage des décisions passées en particulier dans l'industrie ; l'extension considérable du secteur public dans la vie économique du pays ; la nécessité d'améliorer la productivité et de diversifier les productions afin de réduire la contrainte extérieure ; enfin, l'insuffisance du marché financier.

La politique industrielle qui avait été définie au début des années soixante s'intégrait dans un contexte intérieur et international très différent. Elle était alors axée sur quelques vastes projets comme celui de Sines. En ce qui concerne ce dernier projet, la question avait été posée de son possible abandon après la révolution de 1974, compte tenu des conditions nouvelles créées par la crise pétrolière et par la perte des anciennes colonies. Cependant, un certain nombre d'arguments ont été avancés au cours des années récentes par les exports portugais en faveur de la poursuite du projet²⁹ ; mais des réaménagements sont apparus indispensables tant pour Sines que pour d'autres grands projets industriels dans le domaine de la chimie et de la métallurgie. A l'origine, le projet de Sines était essentiellement axé sur la création d'un port en eaux profondes. En effet, la station de Sines était considérée comme l'un des ports d'entrée de l'Europe pour les navires gros porteurs en provenance du Sud et des États-Unis (importations de matières premières et de produits pétroliers). Par ailleurs, le gouvernement souhaitait implanter autour de Sines le troisième pôle industriel du Portugal, après Lisbonne et Porto, afin de rééquilibrer les activités du pays entre le Nord et le Sud et par là même d'assurer un meilleur développement des régions, particulièrement pauvres, de l'Alenteje et de l'Algarve. La constitution d'une « ville nouvelle » de vaste dimension était prévue près de Sines. Le projet initial a fait l'objet d'une réévaluation qui n'est pas encore terminée³⁰ ; mais on peut constater que l'état de réalisation du complexe de Sines à la fin de 1981 marque un grand nombre de divergences par rapport au projet initial, qu'il s'agisse de retards plus ou moins importants, ou d'abandon de certaines composantes du projet³¹.

En ce qui concerne le port en eaux profondes, l'installation complète n'est pas achevée, certaines installations ayant été détruites par la tempête en 1979. Une partie du port fonctionne cependant et la capacité de stockage actuelle est de 1.5 million de tonnes de pétrole brut et de 1.25 million de tonnes de pétrole raffiné, ce qui correspond sensiblement au projet initial. Par contre, la construction du terminal pour navires gros porteurs n'a pas été achevée. En ce qui concerne les projets industriels, la raffinerie de pétrole de 10 millions de tonnes de brut par an est en activité depuis la fin de 1978. Sa capacité est comparable au projet initial mais les quantités traitées sont de l'ordre de 6 millions de tonnes de brut environ seulement. Le complexe pétro-chimique a pris beaucoup de retard et certains projets ont été abandonnés. L'ensemble du projet sidérurgique n'a pas été réalisé, non plus que l'usine de soude caustique. Par contre, dans le domaine des industries mécaniques et des industries légères, un certain nombre d'ateliers (employant environ 300 personnes) sont en activité depuis 1979. Les projets de construction automobile et de construction et réparations navales n'ont pas été réalisés. La mise en place du projet de Sines devait aller de pair avec la construction

29. Cf. OCDE, *Étude économique sur le Portugal*, juillet 1980, pages 39 et suivantes.

30. Réévaluations effectuées par les experts portugais avec l'aide d'un organisme privé d'études, la SEMA.

31. Les informations qui suivent proviennent essentiellement du Ministère des Finances et du Plan du Portugal.

d'importantes infra-structures industrielles, urbaines et de transports. Ces infra-structures ont été assez largement réalisées (en particulier, route à grande circulation permettant de relier la zone industrielle au port et liaison ferrée Lisbonne-Sines). De même, les stations de pompage et d'épuration des eaux et les stations de traitement de la pollution fonctionnent. Enfin, le gouvernement portugais avait envisagé la construction d'une ville nouvelle regroupant 100 000 personnes au début des années 80 à proximité de Sines. Mais, à la fin de 1982, l'agglomération ne comprendrait guère plus de 10 000 personnes. Notons enfin que les autorités portugaises souhaitent rentabiliser à l'avenir les infrastructures existantes en favorisant l'implantation dans la région de Sines de petites et moyennes entreprises.

L'extension considérable du secteur public dans la vie économique résulte de la révolution de 1974 et de la vague de nationalisations de la période 1975-1976. La nationalisation des entreprises du secteur industriel a été en partie entraînée par celle des banques qui détenaient une partie de leur capital et ne répondait donc pas à un dessein d'ordre économique. On constate que la gestion des entreprises publiques non financières s'est traduite par d'importants déficits, financés par des subventions du gouvernement et/ou des crédits garantis. L'amélioration de la compétitivité d'ensemble de l'économie passe donc certainement par une meilleure gestion des entreprises publiques. A cet égard, le gouvernement avait envisagé il y a un an l'ouverture à l'initiative privée de certains secteurs d'activité³² – ciment, engrais, brasserie, mais également banques et assurances. Cependant, une telle démarche avait été alors jugée inconstitutionnelle. Mais, depuis la révision de la constitution intervenue le 30 septembre 1982, ce processus est désormais possible.

En ce qui concerne les autres aspects de la politique industrielle, de nombreux projets sont actuellement à l'étude³³ qui concernent les entreprises du secteur privé, entreprises de dimensions souvent modestes. En effet, il convient de rappeler que sur les 15 000 entreprises industrielles que compte le Portugal, 12 000 occupent moins de 50 salariés. Depuis quelques années déjà, le gouvernement s'efforce de regrouper des entreprises de petite dimension et, surtout, de leur fournir les moyens d'accéder à une technologie moderne (y compris le recours à l'informatique)³⁴. Un exemple de réussite en ce domaine concerne l'industrie de la chaussure où l'initiative privée, particulièrement dynamique, a été sérieusement épaulée par l'action du gouvernement (aides financières directes à l'investissement, programmes de formation de la main-d'œuvre avec l'ouverture de deux écoles de techniciens de la chaussure, etc). De 1977 à 1980, le nombre des entreprises employant plus de 100 travailleurs aurait doublé. Le niveau de la production aurait également doublé dans le même temps, passant de 14 à 28 millions de paires de chaussures entre 1973 et 1979. Par rapport à la période se situant avant la révolution, les exportations se seraient accrues de 178 % en quantité et de 292 % en dollars, la qualité – et le prix unitaire – des marchandises exportées ayant été fortement accru³⁵.

Un autre exemple peut être donné : celui du marbre et du granit, où des résultats remarquables ont été obtenus à l'exportation depuis quelques années. L'aide du gouvernement a permis le développement de nouvelles technologies, et, bien qu'il s'agisse d'activités hautement capitalistiques, on a vraisemblablement assisté à une croissance des effectifs de l'ordre de 20 à 25 % de 1977 à 1980. Actuellement, le secteur exporte 50 % de sa production, le chiffre d'affaires à l'exportation étant passé de 2.6 millions de dollars en 1976 à 48 millions en 1980. Dans les secteurs de la céramique et de la verrerie, également, d'importants progrès ont été réalisés. Par contre, d'autres

32. Cf. OCDE, Étude économique sur le Portugal, juillet 1981.

33. Projets élaborés avec l'aide de la Banque Mondiale.

34. Cf. OCDE, Étude économique annuelle sur le Portugal, juillet 1979, pages 41 et suivantes.

35. Évaluations de la Banque Mondiale.

secteurs traditionnels (conserveries de poisson) ou plus récents (aliments du bétail) ont enregistré des résultats décevants. Enfin, dans l'important secteur du textile et de l'habillement, les résultats à la production et à l'exportation sont relativement bons, mais on n'a pas assisté à une concentration de la production, qui reste encore disséminée dans une poussière de petites entreprises. A cet égard, l'accord sur les exportations de produits textiles intervenu très récemment avec la CEE pourrait contribuer à accélérer le processus de restructuration du secteur. Enfin, la clarification du contexte institutionnel a permis l'implantation d'entreprises étrangères, dans l'industrie automobile notamment.

Les efforts visant à diversifier la production industrielle et à mieux l'adapter aux nouvelles conditions de la concurrence internationale doivent certainement être poursuivis et intensifiés, afin de préparer l'économie portugaise à son intégration à la CEE. En particulier, le gouvernement devrait s'efforcer de combiner les actions propres à assurer un meilleur fonctionnement des forces du marché avec la poursuite de l'effort d'assainissement de la gestion des entreprises publiques. Sur ce dernier point, on doit mentionner un décret loi récemment publié qui crée un Institut de gestion financière des entreprises publiques, et dont la mission est d'assurer un meilleur fonctionnement de ces entreprises (évaluation périodique de la performance des dirigeants, contrôle plus strict de la gestion financière, etc.). A partir de 1983, les entreprises publiques devront, par ailleurs, établir des projets d'investissements sous forme de participation financière à des entreprises privées. Mais elles devront également renoncer à certains investissements peu rentables afin d'améliorer leur situation financière.

Les autorités devraient également exercer leur action dans le domaine de l'énergie. Le Portugal est l'un des pays de l'OCDE où le taux de dépendance énergétique est le plus élevé, de l'ordre de 80 % en 1981, contre environ 30 % pour l'ensemble de la zone OCDE. Alors que, à la suite des chocs pétroliers, l'élasticité du total des besoins en énergie (TBE) par rapport à la croissance du PIB a diminué dans l'ensemble des pays de l'OCDE, au Portugal elle est passée de 1 pendant les années 60 à 1.3 en moyenne de 1974 à 1981. Cette évolution traduit certes le processus d'industrialisation de l'économie portugaise. Par ailleurs, il convient de rappeler que le TBE par tête reste environ cinq fois inférieur à la moyenne de l'OCDE. Mais la dépendance énergétique pèse lourdement sur la balance commerciale, les importations d'énergie représentant 2.5 milliards de dollars, soit le quart du total des importations de marchandises. Face à ce problème, les autorités ont encouragé la diversification des sources d'approvisionnement en énergie (charbon et énergie hydroélectrique) développant parallèlement la production nationale³⁶. Les prix des différents produits énergétiques, qui sont

Tableau 8. Répartition des besoins totaux d'énergie

	1970	1973	1978	1981
Besoins totaux d'énergie (Mtep)	6.15	7.60	9.56	11.34
<i>Dont (en pourcentage) :</i>				
Combustibles solides	12.8	7.8	5.2	10.7
Pétrole	64.4	70.5	68.7	76.2
Hydroélectricité et géothermie	22.8	21.8	26.0	10.7

Source : Agence Internationale pour l'Energie.

36. La part du charbon dans le TBE a doublé entre 1974 et 1981. La part de l'hydroélectricité s'est accrue à un rythme plus faible, passant de 22 % en 1973 à 25 % en 1979. Elle est tombée temporairement à près de 10 % au cours des deux dernières années à cause de conditions climatiques exceptionnellement défavorables.

entièrement administrés, ont suivi des évolutions contrastées depuis 1974. La progression des prix de l'essence et des autres produits pétroliers a généralement reflété la hausse des prix à l'importation tandis que celle des prix de l'électricité a été freinée jusqu'à 1980 grâce à l'allocation de subventions très importantes. Ensuite, dans le cadre d'une politique de « vérité de prix », les autorités ont permis des hausses sensibles des tarifs d'électricité en 1981 et 1982. Pour les années à venir, la politique de l'énergie vise à favoriser les efforts de conservation par la poursuite de la « vérité des prix » et le développement de l'utilisation du charbon. L'introduction d'une centrale nucléaire est aussi à l'étude actuellement.

Enfin, le gouvernement portugais souhaite améliorer les circuits financiers et créer un véritable marché des capitaux. En 1981, un « Comité de dynamisation des marchés financiers » avait été instauré³⁷. Les efforts ont été poursuivis en 1982 dans diverses directions : ainsi, en septembre 1982, deux décrets lois ont créé une série d'avantages fiscaux pour les entreprises dont les actions sont cotées en bourse. Du côté des épargnants, les achats d'actions cotées en bourse pourront être en partie déductibles des revenus imposables. Le secteur financier a été ouvert à l'initiative privée, avec, en particulier, la création d'une banque d'affaires privée en octobre 1981, trois autres établissements du même type devant être prochainement agréés. Au total, les efforts menés dans le domaine structurel – qu'il s'agisse de la politique industrielle, de la gestion des entreprises publiques ou du développement du marché financier – paraissent importants. Mais, à l'évidence, des succès durables ne pourront être obtenus dans ces domaines que si des politiques macro-économiques appropriées sont menées et, en particulier, si la maîtrise de l'inflation assure une meilleure compétitivité extérieure et si la réduction du déficit des administrations contribue à faciliter le financement d'ensemble du secteur productif.

IV. PERSPECTIVES A COURT TERME ET CONCLUSIONS DE POLITIQUE ÉCONOMIQUE

Perspectives à court terme

Les prévisions à court terme sont élaborées à l'habitude sous l'hypothèse de politique économique inchangée et du maintien d'un taux de dépréciation effectif de l'escudo de 0.75 % par mois. Ces prévisions sont entachées d'incertitudes tenant à l'évolution de la situation internationale d'ici la fin de 1983, à l'ampleur et à la mesure des effets de la politique économique et enfin à la connaissance incomplète de la conjoncture la plus récente. Le taux de croissance de la demande de l'ensemble des pays membres de l'OCDE devrait demeurer extrêmement modéré au cours du second semestre de 1982 et l'on n'attend pas d'influence stimulante sensible de l'extérieur sur l'économie portugaise en 1983. Dans le domaine budgétaire, il est difficile de quantifier les effets des mesures récentes visant à réduire les dépenses et à accélérer les rentrées fiscales, le budget de 1983 n'étant pas encore connu au moment de la rédaction de cette étude. Dans le domaine de la politique monétaire, l'absence de publication d'objectifs chiffrés de croissance du crédit intérieur ou de la masse monétaire rend également malaisée l'interprétation du degré de resserrement. Enfin, en ce qui concerne la politique

37. Cf. OCDE, Étude économique sur le Portugal, juillet 1981, page 32.

Tableau 9. Prévisions à court terme

	1980 Prix courants Milliards d'escudos	Pourcentages de variation par rapport à l'année précédente (volume) ¹		
		1981	1982	1983
Consommation privée	893.5	3.5	1.7	1
Consommation publique	185.6	6.2	5.0	5
Formation brute de capital fixe	252.5	4.6	2.5	1½
Demande intérieure finale	1 331.6	4.1	2.3	1½
Variation de la formation de stocks ²	55.5	0.1	0.2	0
Demande intérieure totale	1 387.1	4.0	2.4	1½
Variation du solde extérieur ²	-182.4	-2.9	-0.7	0
Exportations de biens et services	335.8	-2.0	3.5	5
Importations de biens et services	518.2	5.5	4.0	3
PIB aux prix du marché	1 204.7	1.7	2.0	2
Indice de prix implicite du PIB		17.9	21.4	20½
Prix à la consommation		20.0	22.5	20
Production industrielle		2.1	2.5	3
		Milliards de dollars		
Balance des opérations courantes		-2.7	-2.9	-3.1

1. Aux prix de 1980.

2. Variations exprimées en pourcentage du PIB de l'année précédente.

Sources : Département Central du Plan et prévisions du Secrétariat.

des prix, il est difficile d'apprécier les effets du gel appliqué entre le 15 juin et le 31 juillet, ainsi que les évolutions qui ont pu se dessiner depuis la levée du blocage. Le dernier point d'incertitude important concerne l'évolution conjoncturelle récente. Sur la base des données partielles dont on dispose, on a supposé que la production n'avait crû que très modérément au cours du premier semestre, alors que l'inflation est demeurée sur une pente voisine de 23 % l'an, la balance courante montrant une certaine dégradation par rapport à 1981.

En 1982, la consommation privée aura été affectée par le ralentissement du taux de croissance du revenu disponible réel consécutif à l'accélération de l'inflation et à une certaine modération des salaires nominaux, notamment dans la fonction publique. Au total, même dans l'hypothèse d'une progression normale des remises d'émigrants et des transferts publics, le taux de croissance de la consommation privée, devrait en 1982 se réduire sensiblement par rapport à 1981 (1.7 % contre 3.5 %) et pourrait diminuer à nouveau en 1983. La progression des investissements pourrait également se ralentir en 1982 et 1983 par suite de la médiocrité des perspectives de la demande, et de la dégradation de la situation financière des entreprises. Par ailleurs, la tendance au freinage des dépenses des administrations pourrait exercer une influence modératrice sur les investissements du secteur public. Un certain ralentissement de la croissance en volume de la consommation publique peut également être envisagé en 1982 et 1983, mais il serait de faible ampleur compte tenu de la grande inertie qui existe dans ce domaine ainsi que l'a montré l'expérience des années passées. Au total, le taux de croissance de la demande intérieure finale pourrait être en 1982 sensiblement inférieur à celui de 1981 (2.3 % contre 4.1 %), ce ralentissement se confirmant en 1983. Il ne

semble pas, compte tenu de la faiblesse de la demande que l'on doit attendre des changements importants dans la variation des stocks au cours de la période de prévisions.

En raison du peu de vigueur de la demande mondiale, pour l'ensemble de l'année 1982, la contribution de la balance extérieure à la croissance pourrait demeurer négative, de l'ordre de $\frac{3}{4}$ % du PIB, ce qui traduirait une amélioration par rapport à 1981 où cette contribution était de - 2.9 %. En 1983, la contribution du solde extérieur à la croissance pourrait être nulle. Au total, le taux de croissance du PIB serait d'environ 2 % en 1982 et 1983. Cette évolution ne permettrait qu'une très faible progression de l'emploi et le taux de chômage pourrait s'accroître, pour atteindre 9 % de la population active en 1983.

Le gel temporaire des prix pourrait permettre d'envisager une certaine décélération de la hausse des prix à la consommation au second semestre de cette année. Néanmoins, compte tenu de l'acquis important du premier semestre, la hausse des prix à la consommation hors loyers atteindrait environ 22.5 % pour l'ensemble de l'année. Au cours de l'année 1983, les prix pourraient augmenter au même rythme qu'au second semestre de cette année, soit 20 % environ. La réduction envisagée des subventions constitue cependant un facteur de risque à la hausse. La progression des salaires nominaux par tête dans le secteur marchand de l'économie serait en 1982 légèrement supérieure au taux d'inflation, alors que dans la fonction publique elle serait beaucoup moins forte. En 1983, la poursuite de la montée du taux de chômage et la persistance d'une situation financière difficile pour les entreprises pourraient contribuer à freiner de nouveau la progression des salaires réels.

Malgré une certaine amélioration des prix relatifs consécutive à la dépréciation de l'escudo, les exportations de biens et services ne devraient progresser que modérément en volume en 1982, en raison notamment de la persistance de la faiblesse de la demande mondiale et d'un certain nombre de barrières à l'égard des produits portugais. On pourrait dans le courant de 1983 assister à une légère reprise des exportations, mais leur taux de croissance en volume pourrait ne pas dépasser 5 % en raison notamment d'une éventuelle dégradation de la compétitivité, si les coûts unitaires n'étaient pas maîtrisés. Compte tenu de l'évolution des prix des matières premières et du pétrole ainsi que du ralentissement international de l'inflation, on peut envisager une amélioration des termes de l'échange en 1982 et 1983, qui pourrait permettre une légère diminution du déficit commercial dans le courant de 1983; néanmoins, par suite des résultats enregistrés en début d'année, celui-ci pourrait en 1982 être d'un montant supérieur à celui de 1981, soit environ 5.5 milliards de dollars. Le solde des services devrait se détériorer en raison, notamment, de l'alourdissement de la charge de la dette extérieure et de la performance médiocre du tourisme. Par contre les remises des émigrés devraient s'accroître plus rapidement que l'an passé et, au total, le déficit extérieur courant pourrait être voisin de 3 milliards de dollars, soit environ 12.8 % du PIB. En 1983, son niveau pourrait s'élargir quelque peu, avec toutefois une légère réduction en pourcentage du PIB.

Conclusions de politique économique

La situation de l'économie portugaise s'est nettement dégradée depuis le milieu de 1980 : les résultats actuellement disponibles traduisent une poursuite de l'inflation sur une pente annuelle supérieure à 20 %, et la persistance d'une faible croissance qui avait déjà été inférieure à 2 % en 1981. Dans le même temps, les déséquilibres sont restés considérables : le déficit des administrations et le déficit extérieur courant ont tous deux dépassé 11 % du PIB. Les résultats de 1982 paraissent, à quelques inflexions près, s'inscrire dans les mêmes tendances : croissance modérée, inflation rapide, le déficit

budgétaire demeurant très important et le déficit extérieur marquant une nouvelle dégradation par rapport à l'année dernière. Ces évolutions montrent la vulnérabilité de l'économie portugaise et indiquent qu'en dépit des efforts de redressement poursuivis par les autorités, les déséquilibres fondamentaux persistent. Enfin, il convient de souligner que toute interprétation de la situation conjoncturelle est rendue difficile par le manque d'informations : au moment de la rédaction de cette Étude (octobre 1982), les données relatives à l'année en cours restaient très partielles. Les faiblesses de l'appareil statistique portugais, qui rendent malaisée l'interprétation de la situation, ne sont pas par ailleurs de nature à faciliter la définition de la politique économique.

La politique économique a enregistré des changements de cap rapprochés depuis quelques années : en 1977-78, elle s'est orientée dans un sens restrictif, le dispositif mis en œuvre reposant sur une dépréciation progressive de l'escudo, une forte hausse des taux d'intérêt et un contrôle de la croissance du crédit bancaire. Après le retour à l'équilibre de la balance courante en 1979, la politique a été progressivement réorientée dans un sens expansionniste, avec un desserrement de la politique monétaire, une stimulation de l'investissement et un assouplissement du contrôle des prix. Le taux de dépréciation de l'escudo a été réduit. Dans le courant de 1981 et en 1982, face au renforcement du déséquilibre budgétaire et à l'élargissement du déficit extérieur, on a assisté à un nouveau resserrement, plus graduel toutefois qu'en 1977-78.

Du côté de la politique monétaire, le gouvernement a visé à réduire la progression de la liquidité intérieure par un relèvement des taux d'intérêt et par un renforcement du contrôle quantitatif du crédit, qui ont entraîné, depuis le dernier trimestre de 1981, une nette modération dans la croissance de la masse monétaire. La politique monétaire a encore été resserrée au printemps de 1982. Le poids de cet ajustement pèse largement sur le secteur privé dans la mesure où le financement monétaire de l'État n'est pas soumis à un plafond de crédit et où les entreprises publiques peuvent avoir largement recours au financement en provenance de l'étranger. Le budget de 1982 traduit également la réorientation dans un sens plus restrictif de la politique économique, par l'adoption d'un objectif de stabilisation en valeur du déficit budgétaire ; néanmoins, à la fin du premier semestre, le déficit était largement supérieur à celui de la même période de 1981. Les normes fixées, pour la progression des salaires en 1982 sont restrictives, comparées aux résultats des années précédentes, alors que les autorités ont renforcé le contrôle des prix au printemps de 1982 et ont décidé un gel temporaire en juin. Par ailleurs, la politique de suppression ou de réduction des subventions a été poursuivie. Le gouvernement a aussi recherché une amélioration de la compétitivité extérieure par le biais du retour à une dépréciation mensuelle de l'escudo de 0.75 % à la fin de 1981 et par une dévaluation de 9 % en juin 1982.

Cette réorientation de la politique économique dans un sens plus restrictif paraît appropriée. On peut toutefois s'interroger sur ses chances de réussite d'ici la fin de 1982 et en 1983. En premier lieu, de grandes incertitudes marquent la conjoncture internationale. Or, le Portugal risque d'être particulièrement affecté par une évolution défavorable de l'environnement mondial, compte tenu de la fragilité de sa position extérieure et de l'apport essentiel que constituent pour son économie les remises des travailleurs portugais à l'étranger. Mais au niveau interne, également, le réajustement de l'économie risque de se heurter à un certain nombre d'obstacles. Compte tenu des tendances récentes et malgré le renforcement de certains contrôles de prix et le gel temporaire, un taux d'inflation inférieur à 22 % paraît peu probable en 1982 et ce n'est que dans le courant de 1983 que la hausse des prix pourrait être ramenée en-dessous de 20 %. On peut s'attendre à une certaine réduction des salaires réels, compte tenu de la montée du chômage et de la dégradation de la situation financière des entreprises. Mais l'expérience récente montre que tout relâchement prématuré de la politique anti-inflationniste risque de se traduire, en l'absence d'une véritable concurrence, par une nouvelle flambée des prix. Par ailleurs, la pratique des prix administrés, avec de larges

subventions, provoque – outre son coût budgétaire élevé – des distorsions importantes dans l'allocation des ressources. Il semble donc qu'une plus grande « vérité » des prix – y compris des tarifs publics – et l'instauration progressive des conditions d'une concurrence effective soient indispensables pour assurer une maîtrise de l'inflation. Les efforts de modération de la progression des salaires menés dans l'administration centrale devraient certainement être étendus aux entreprises publiques qui ont souvent, au cours des dernières années, exercé des effets d'entraînement sur l'évolution des rémunérations. Au total, il conviendrait certainement que les autorités portugaises poursuivent, avec un sens de l'urgence, la politique de lutte contre l'inflation.

La maîtrise des finances publiques constitue l'une des composantes essentielles de cette politique et, partant, un préalable au rétablissement du solde extérieur : le développement rapide des dépenses, l'insuffisante progression des recettes et l'alourdissement du besoin de financement des administrations qui en est résulté ont alimenté une création monétaire excessive. En ce domaine, le cas du Portugal ne peut être abordé dans les mêmes termes que celui des pays les plus avancés de la zone OCDE. Il paraît d'autant plus indispensable d'y définir des ordres de priorité à moyen terme et de contrôler plus strictement l'utilisation des dépenses engagées que d'importants progrès doivent être encore accomplis dans le domaine des dépenses sociales, ainsi qu'en témoignent certains indicateurs (mortalité infantile, taux de scolarité, infrastructures en matière de logement et de transports). L'effort d'assainissement de la gestion des entreprises publiques qui absorbent une partie trop importante des ressources de l'économie devrait être poursuivie. Les mesures annoncées très récemment pour accélérer les rentrées fiscales et pour renforcer la lutte contre l'évasion devraient certainement être intensifiées et il serait sans doute souhaitable d'élargir l'assiette de l'impôt.

Il est indispensable à l'avenir de poursuivre les efforts en vue d'une gestion plus stricte de la politique monétaire : diverses actions visant à réduire le rythme de progression de la masse monétaire ont été entreprises et doivent certainement être poursuivies avec rigueur et pragmatisme. Mais il est essentiel que le déficit des administrations et celui des entreprises publiques du secteur productif, dont le financement entraîne une création excessive de liquidités, soient contrôlés et réduits de façon substantielle. De plus, il convient une nouvelle fois de rappeler le caractère trop complexe et souvent trop permissif du système du crédit au Portugal : si des conditions de crédit préférentielles doivent continuer à être accordées pour la réalisation d'objectifs prioritaires (investissements de modernisation propres à améliorer la compétitivité), il faudrait certainement, dans d'autres domaines, renforcer le contrôle quantitatif du crédit et poursuivre la politique de relèvement de certains taux qui demeurent, en termes réels, négatifs : il en est ainsi des taux préférentiels subventionnés, qui s'appliquaient à la fin de 1981 à plus de 35 % de l'ensemble des crédits.

La balance des paiements constitue une contrainte majeure de la politique économique. Certes, comme les autres pays de l'OCDE, le Portugal a enregistré les conséquences du second choc pétrolier, de la dégradation de l'environnement international et de l'appréciation du dollar. Mais, la structure de la balance des paiements paraît s'être dégradée depuis quelques années et rend plus malaisé un redressement du type de celui mené en 1977-78 : en effet, en 1979, le déficit commercial avait été stabilisé à son niveau antérieur (de l'ordre de 2.5 milliards de dollars) et le redressement de la balance courante avait résulté essentiellement de l'amélioration du solde des invisibles. Mais, à la fin de 1981, le déficit commercial avait doublé par rapport à 1979, alors que la balance des invisibles est à présent affectée – et le sera plus encore à l'avenir – par la charge d'intérêt liée à l'accroissement de l'endettement extérieur : le service de la dette a représenté à lui seul environ 1 milliard de dollars en 1981, sur un montant total du déficit courant de 2.7 milliards de dollars). Un desserrement sensible de la contrainte extérieure passe donc essentiellement par un redressement de la balance commerciale.

Or, celui-ci sera plus difficile à mener dans une conjoncture internationale défavorable. Il implique à la fois une maîtrise de l'inflation interne et une restructuration profonde de l'appareil productif. Les précédentes Études annuelles de l'OCDE ont fréquemment insisté sur la nécessaire modernisation de l'agriculture, qui, bien qu'elle emploie près de 30 % de la population active, reste profondément déficitaire sur le plan des relations extérieures, le taux de couverture des importations par les exportations étant inférieur à 50 %. La levée de toute ambiguïté sur le statut de la propriété agricole, l'organisation plus efficace des coopératives ou des fermes d'état, l'aide et l'assistance technique aux petits exploitants seront certainement indispensables pour assurer la modernisation de ce secteur.

En ce qui concerne la politique structurelle, les autorités ont mené des efforts pour appliquer ou redéfinir un certain nombre de grands projets industriels, afin de mieux tenir compte des nouvelles conditions de la concurrence internationale et en fonction de l'avancement des négociations pour l'entrée du Portugal dans la CEE. Ainsi, le vaste complexe de Sines a connu divers réaménagements, certains projets initiaux ayant été abandonnés et d'autres maintenus ou développés. De nouveaux efforts sont certainement nécessaires dans le domaine de la politique structurelle, afin de réduire la dépendance extérieure pour l'approvisionnement en énergie et en produits de grande consommation ainsi que pour diversifier les exportations, tant par produits que par régions. L'amélioration du fonctionnement des entreprises publiques et la réforme du système financier constituent également des tâches importantes. Au total, l'ensemble des politiques structurelles envisagées par le gouvernement portugais sont ambitieuses. Elles impliquent la mise en œuvre d'importants moyens financiers qui nécessiteront un fort concours de l'étranger. Celui-ci sera rendu plus aisé par la clarification du contexte institutionnel et il se concrétisera d'autant mieux que les autorités portugaises auront réussi, sur le plan intérieur, à assurer durablement une évolution équilibrée de l'économie.

LES COMPTES NATIONAUX

Jusqu'en 1976, l'Institut National de la Statistique (INE) élaborait des Comptes Nationaux reposant sur l'Ancien Système de Comptabilité Nationale. Depuis 1976, cette publication est suspendue, et on ne dispose plus que d'estimations des principaux agrégats faites conjointement par le Département central du Plan et par la Banque du Portugal. Les anciens comptes nationaux ainsi que les estimations partielles pour les années 1976-1980 sont publiés par l'OCDE dans la Série des Comptes nationaux, volumes I et II.

En raison de leur méthode d'élaboration et des problèmes de recensement des statistiques sur lesquelles ils étaient fondés, les comptes nationaux n'étaient pas exempts de certaines imperfections, ils faisaient parfois apparaître des évolutions en contradiction avec celles d'autres indicateurs économiques, ils étaient cependant utilisés comme des indicateurs de tendance de l'activité économique. L'analyse des tendances récentes de l'économie portugaise contenue dans la présente étude est basée sur les estimations partielles des comptes nationaux des années 1980-1981, qui étaient les seules disponibles au moment de sa rédaction.

L'Institut National de la Statistique a entrepris l'élaboration de nouveaux comptes nationaux pour les années postérieures à 1976. Ces comptes sont établis sur la base du «Système européen de comptes nationaux» proche lui-même du «Nouveau système de comptabilité nationale de l'ONU»¹. Les résultats actuellement disponibles mais non encore publiés, couvrent la période 1977-1980. Ils font apparaître d'importants écarts avec les estimations antérieures pour les mêmes années, notamment au niveau de la structure du PIB courant et de la dépense nationale. Par ailleurs, des écarts existent également en ce qui concerne les taux de croissance en volume de la demande intérieure.

La structure de l'offre (tableau 1) est calculée dans les nouveaux comptes par rapport au PIB aux prix du marché et non au coût des facteurs comme précédemment. Les deux séries d'estimations ne sont donc pas parfaitement comparables. Les nouvelles estimations font toutefois apparaître une réduction de la part de la valeur ajoutée dans l'industrie de près de 7 points de pourcentage en 1980, ainsi que dans l'agriculture et l'énergie, dans une moindre mesure, réduction au profit de la branche des services dont la part s'accroît de près de 10 points. Cet écart provient pour une large part du fait qu'un certain nombre de services rendus aux branches de l'industrie, de l'agriculture et de l'énergie qui étaient comptabilisés dans la valeur ajoutée de ces branches ont été réimputés à la branche des services, et que par ailleurs, le montant des consommations intermédiaires des branches a été mieux estimé.

Les différences constatées entre les anciennes et les nouvelles estimations de la structure de la dépense nationale touchent essentiellement la consommation privée et l'investissement. La part de la consommation privée est inférieure de 5 points de pourcentage à ce qu'elle était auparavant, et ceci bien que les dépenses des touristes étrangers soient, contrairement à l'ancien système, comprises maintenant dans la consommation privée. En fait, la consommation privée est toujours estimée de façon résiduelle et de ce fait son montant est influencé par les biais qui peuvent affecter les autres postes de la demande. L'estimation du montant des investissements est soumise à de nombreux aléas tenant aux difficultés de recensement qui touchent l'ensemble des catégories d'investissement mais notamment ceux qui sont effectués par les ménages (construction résidentielle) et par les entrepreneurs individuels.

Des différences assez sensibles apparaissent également dans les taux de croissance de la dépense et de l'offre. Ces différences essentiellement imputables aux estimations des taux de croissance en termes réels (tableau 3) sont particulièrement importantes. Ainsi, pour l'année 1978 par exemple, si le taux de croissance du PIB en volume est pratiquement identique dans les deux estimations, celui des composantes de la demande diverge considérablement, notamment celui de la consommation privée qui est positif dans l'estimation ancienne alors qu'il est négatif dans celle des nouveaux comptes nationaux. Dans l'état actuel des informations dont on dispose il n'est pas possible d'expliquer et d'analyser les raisons de ces divergences. Les différences d'estimation sur la progression des déflateurs des postes de la demande et du PIB sont beaucoup moins importantes que celles qui concernent les volumes, elles portent essentiellement sur les prix des stocks.

1. Les principales différences conceptuelles entre l'Ancien et le Nouveau système de comptabilité nationale sont analysées dans le volume I des Comptes Nationaux de l'OCDE (pages 2 à 13).

Annexe : tableau 1. Produit intérieur brut

A Ancien système¹
N Nouveau système²

	Valeur courante en milliards d'escudos								Structure en pourcentage du produit intérieur brut							
	1977		1978		1979		1980		1977		1978		1979		1980	
	A	N	A	N	A	N	A	N	A	N	A	N	A	N	A	N
Agriculture	71.9	74.6	90.5	94.0	126.2	115.8	137.8	126.9	12.7	11.9	12.7	11.9	13.7	11.7	12.6	10.3
Industrie	203.9	166.4	261.1	214.3	345.4	290.2	402.9	372.5	36.2	26.6	36.5	27.2	37.6	29.3	36.9	30.2
Construction	36.2	47.9	45.5	60.7	52.5	63.2	68.6	85.7	6.4	7.7	6.4	7.7	5.7	6.4	6.3	6.9
Energie	15.9	12.0	21.4	16.5	27.4	20.9	29.0	23.4	2.7	1.9	3.0	2.1	3.0	2.1	2.7	1.9
Services	236.7	324.9	295.2	401.8	367.4	501.2	453.2	623.0	42.0	51.9	41.4	51.0	40.0	50.6	41.5	50.6
PIB	563.8	625.8	713.7	787.3	918.9	991.3	1 091.5	1 231.5	100	100	100	100	100	100	100	100

1. Estimations du Département Central du Plan et de la Banque du Portugal, le PIB par branche est évalué au coût des facteurs.
2. Dans ce système élaboré par l'INE sur la base du système de la CEE, le PIB par branche est évalué aux prix du marché.

Annexe : tableau 2. Produit intérieur brut¹ et ses emplois

A Ancien système²
N Nouveau système

	Valeur courante en milliards d'escudos								Structure en pourcentage du produit intérieur brut							
	1977		1978		1979		1980		1977		1978		1979		1980	
	A	N	A	N	A	N	A	N	A	N	A	N	A	N		
Consommation privée	470.2	452.3	576.4	543.1	727.8	682.6	889.4	843.9	75.6	72.3	73.9	69.0	73.2	68.9	73.8	68.5
Consommation publique	88.2	89.7	114.7	111.9	147.6	143.9	186.2	185.5	14.2	14.3	14.7	14.2	14.8	14.5	15.4	15.1
Formation brute de capital fixe	127.0	165.8	156.5	219.8	189.9	265.9	252.5	357.8	20.4	26.5	20.0	27.9	19.1	26.8	20.9	29.1
Formation des stocks	31.0	15.9	25.5	20.2	31.4	27.9	50.0	61.1	5.0	2.6	3.3	2.6	3.2	2.8	4.1	5.0
Demande intérieure totale	716.4	723.8	873.1	895.0	1 096.7	1 120.3	1 378.1	1 448.3	115.2	115.7	111.9	113.7	110.3	113.0	114.3	117.7
Exportations	110.9	104.7	155.6	138.8	256.6	227.1	338.8	300.0	17.8	16.7	19.9	17.6	25.8	22.9	28.1	24.4
Importations	205.1	202.7	248.4	246.6	358.9	356.1	511.6	516.8	-33.0	-32.4	-31.8	-31.3	-36.1	-35.9	-42.4	-42.0
Produit intérieur brut	622.2	625.8	780.3	787.3	994.4	991.3	1 205.3	1 231.5	100	100	100	100	100	100	100	100

1. Aux prix du marché.

2. Estimations du Département Central du Plan et de la Banque du Portugal.

**Annexe : tableau 3. Taux de croissance en termes réels¹
du produit intérieur brut et de ses emplois**

A Ancien système²
N Nouveau système

	1978		1979		1980	
	A	N	A	N	A	N
Consommation privée	0.4	-1.0	1.7	1.3	5.0	3.4
Consommation publique	8.4	4.2	5.2	8.8	5.6	3.7
Formation brute de capital fixe	2.7	7.0	-1.6	-1.0	9.0	10.3
Formation de stocks ³	-2.1	0	-0.2	2.6	1.4	1.3
Demande intérieure totale	-0.2	1.6	1.4	4.3	6.9	6.1
Solde extérieur ³	3.2	1.5	3.2	2.0	-2.1	-2.8
Exportations de biens et services	14.8	6.8	27.3	28.7	7.3	7.1
Importations de biens et services	-1.8	-1.2	7.8	9.6	11.1	12.4
PIB aux prix du marché	3.4	3.3	4.5	6.6	5.5	4.1

1. Aux prix de l'année précédente.

2. Estimation du Département Central du Plan.

3. Variations exprimées en pourcentage du PIB de l'année précédente.

ANNEXE STATISTIQUE

Tableau A. Produit national et dépense nationale
En millions d'escudos

a) Aux prix courants

	1976	1977 ¹	1978 ¹	1979 ¹	1980 ¹
Dépenses des consommateurs	367 179	470 223	576 436	727 844	889 400
Dépenses courantes de l'Administration	66 122	90 200	114 700	147 600	186 200
Formation brute de capital fixe	88 931	125 500	156 500	189 900	252 500
Variation des stocks	8 402	32 436	25 500	31 400	50 000
Dépense intérieure	530 634	718 359	873 136	1 096 744	1 378 100
Exportations de biens et services (non pris le revenu des facteurs en provenance du reste du monde)	78 679	110 984	155 611	256 579	338 800
Importations de biens et services (non compris le revenu des facteurs versé au reste du monde)	141 658	205 109	248 447	358 911	511 600
Produit intérieur brut aux prix du marché	467 655	624 234	780 300	994 412	1 205 300
<i>plus</i> : Revenus nets en provenance du reste du monde	-4 021	-6 872	-14 540	-21 361	-30 400
Produit national brut aux prix du marché	463 634	617 362	765 760	973 051	1 174 900

b) Aux prix de 1963

	1976	1977 ¹	1978 ¹	1979 ¹	1980 ¹
Dépenses des consommateurs	140 859	141 704	142 271	144 690	151 201
Dépenses courantes de l'Administration	30 021	33 563	35 577	37 427	39 523
Formation brute de capital fixe	28 639	32 076	33 359	32 825	35 780
Variation des stocks ²	682	7 213	3 434	2 141	3 613
Dépense intérieure	200 201	214 556	214 641	217 083	230 117
Exportations de biens et services (non compris le revenu des facteurs en provenance du reste du monde)	32 715	34 645	39 703	50 542	54 686
Importations de biens et services (non compris le revenu des facteurs versé au reste du monde)	50 572	56 641	55 622	59 961	65 717
Produit intérieur brut aux prix du marché	182 344	192 560	198 722	207 664	219 086

1. Estimations de la Banque du Portugal et du département central de planification.

2. Y compris l'erreur statistique.

Note : La consommation privée et, pour partie, la formation de stocks sont obtenues par solde. Les données de comptabilité nationale portent sur le Portugal continental seulement (à l'exclusion des îles), tandis que les données de la balance des paiements couvrent l'ensemble du pays.

Sources : Institut National de la Statistique ; Rapport annuel de la Banque du Portugal, Secrétariat de l'OCDE.

Tableau B. **Produit intérieur brut au coût des facteurs, par branche d'activité**
En millions d'escudos

	1976	1977 ¹	1978 ¹	1979 ¹	1980 ¹
Aux prix courants					
Agriculture, sylviculture et pêche	61 494	71 948	90 500	126 300	139 200
Industries extractives	2 524	3 788	4 700	6 500	7 600
Industries manufacturières	142 754	200 084	256 300	339 200	399 000
Electricité, gaz et eau	10 508	15 114	21 400	27 300	28 600
Construction	27 194	36 222	45 600	52 500	68 700
Transports et communications	28 060	36 702			
Commerce de gros et de détail	53 054	70 190			
Banques, assurances et affaires immobilières	17 478	37 083	295 200	367 112	455 000
Propriétés immobilières	9 531				
Administration publique et défense	28 321				
Services divers	41 716	94 703			
Produit intérieur brut au coût des facteurs	422 634	565 834	713 700	918 912	1 093 600
Aux prix de 1963					
Agriculture, sylviculture et pêche	17 889	16 100	16 744	18 251	18 793
Industries extractives	1 096	1 264	1 279	1 407	1 483
Industries manufacturières	62 209	68 055	70 281	73 744	78 157
Electricité, gaz et eau	5 721	6 877	7 233	7 703	7 548
Construction	8 478	9 410	9 881	9 486	10 344
Transports et communications	11 769	12 181			
Commerce de gros et de détail	18 012	18 623			
Banques, assurances et affaires immobilières	6 517	12 739	78 994	82 120	87 226
Propriétés immobilières	5 064				
Administration publique et défense	15 784				
Services divers	16 839	33 618			
Produit intérieur brut au coût des facteurs	169 382	178 867	184 412	192 711	203 551

1. Estimations de la Banque du Portugal et du département central de planification. Depuis 1978, la décomposition complète des services n'est pas disponible.

Sources : Institut National de la Statistique ; Rapport annuel de la Banque du Portugal.

Tableau C. Population par classes d'âge
En milliers

	1976	1977	1978	1979	1980	1981 ¹
Total	9 075	9 156	9 196	9 324	9 395	9 479
Par classes d'âge :						
0 à 19 ans	3 212	3 236	3 254	3 378	3 352	3 333
20 à 59 ans	4 470	4 520	4 533	4 601	4 679	4 757
Plus de 60 ans	1 393	1 400	1 409	1 345	1 364	1 389

1. Chiffres du premier semestre.

Note : Ces estimations sont basées non sur un recensement mais sur l'enquête sur l'emploi et sous-estiment vraisemblablement le niveau de la population.

Sources : Institut National de la Statistique ; informations transmises par les Autorités portugaises.

Tableau D. Indicateurs d'emploi
Indice, 1974 = 100

	1976	1977	1978	1979	1980	1981
Pêche	89.3	88.8	87.7	77.1	75.9	75.0
Industries extractives	96.4	95.1	95.7	96.0	93.1	92.8
Industries manufacturières	99.4	99.7	100.0	100.5	101.7	101.3
Construction	89.2	90.0	91.7	89.0	88.6	93.6
Electricité, gaz et eau	105.7	108.5	120.4	129.2	139.5	140.9
Transports et communications	109.3	110.9	109.6	107.4	106.7	106.2
Commerce	98.8	98.6	98.0	98.0	99.1	100.0
Banques, assurances, opérations immobilières	112.8	118.9	123.9	129.6	146.1	152.7
Personnel de services	99.5	100.1	102.2	103.2	103.6	104.8
Total	99.3	99.8	100.2	100.3	101.7	102.4

Note : Emploi salarié à l'exclusion de l'agriculture et de la fonction publique.

Sources : Services de Statistique du Ministère du Travail et Service National de l'Emploi.

Tableau E. Prix et revenus

	1979	1980	1981	1981		1982	
				T3	T4	T1	T2
Total continent (à l'exclusion du logement)	192.8	224.9	269.9	276.9	292.4	312.6	328.5
Indice, 1976 = 100							
Alimentation et boissons	207.5	229.8	274.3	284.4	300.5	322.7	340.6
Vêtements et chaussures	173.4	231.3	281.5	279.8	299.8	308.8	320.7
Divers	172.5	209.9	253.1	257.3	272.3	293.5	305.2
Logement	175.6	221.9	267.9	272.6	282.1	301.7	318.6
Indice des prix à la consommation à Lisbonne (à l'exclusion du logement)							
Indice, 1976 = 100	193.9	228.4	274.3	280.8	296.1	316.7	
Rémunérations nominales moyennes, continent							
Indice, 1973 = 100							
Industries de transformation	361.3	453.9	548.2	669.6	627.6		
Construction	336.0	422.4	525.8	533.5	544.5		
Agriculture ¹	323.4	380.0	522.7	559.5	565.3		
Salaires dans l'industrie et les transports à Lisbonne							
Indice, 1976 = 100	141.4	172.8	210.1	213.2	218.9		

1. Discontinuité dans l'homogénéité de la série.

Sources : Institut National de la Statistique ; Banque du Portugal ; Bulletins trimestriels.

Tableau F. Opérations des Administrations publiques
 Base comptabilité nationale, concepts normalisés
 En milliards d'escudos

	1974	1975	1976	1977 ¹	1978 ¹	1979 ¹	1980 ¹	1981 ¹
Administration centrale								
Recettes courantes	52.70	60.42	89.71	138.2	189.8	245.3	324.2	414.2
Impôts et transferts courants en provenance des autres agents économiques	50.30	58.50	84.37	109.8	137.1	175.0	241.0	310.9
Revenu de la propriété et de l'entreprise	2.40	1.92	5.33	28.4	52.7	70.3	83.2	103.3
Dépenses courantes	52.52	67.46	94.40	146.8	219.8	285.1	373.7	495.1
Biens et services	39.79	45.83	48.94	66.5	100.4	127.2	162.9	202.2
Transferts courants au profit des autres agents économiques	12.73	21.63	45.47	80.3	119.4	157.9	210.8	292.9
Epargne nette	0.18	-7.04	-4.69	- 8.6	-30.0	-39.8	-49.5	-80.9
Transferts nets en capital en provenance des autres agents économiques	-1.00	1.17	5.28	9.9	17.4	22.7	34.6	27.2
Formation brute de capital fixe	5.07	6.48	9.30	18.7	18.4	21.8	24.6	33.4
Emprunts nets (-) ou prêts nets	-3.89	-14.69	-19.27	-37.2	-65.8	-84.3	-108.7	-141.5
Comptes consolidés des administrations publiques								
Recettes courantes	78.51	93.95	132.05	168.0	212.2	264.3	362.6	447.1
Impôts et transferts courants en provenance des autres agents économiques	73.13	88.89	122.36	160.2	201.1	246.0	341.1	432.8
Revenu de la propriété et de l'entreprise	5.38	5.06	9.69	7.8	11.1	18.3	21.5	14.3
Dépenses courantes	77.31	103.24	145.10	180.6	238.5	302.2	404.6	527.3
Biens et services	49.14	57.98	66.12	88.2	114.7	147.6	185.6	230.8
Transferts courants au profit des autres agents économiques	28.17	45.26	78.97	92.4	123.8	154.6	219.0	296.5
Epargne brute	1.20	-9.29	-13.04	-12.6	-26.3	-37.9	-42.0	-80.2
Transferts nets en capital en provenance des autres agents économiques	-1.08	1.11	5.33	5.1	8.2	6.3	15.0	7.9
Formation brute de capital fixe	7.78	10.22	14.48	25.1	30.9	36.4	49.4	62.5
Emprunts nets (-) ou prêts nets	-5.49	-20.63	-32.86	-42.8	-65.4	-80.6	-106.3	-148.2

1. Estimations du Ministère des Finances en termes de comptabilité nationale.
 Sources : Institut National de la Statistique et Ministère des finances.

Tableau G. Masse monétaire et contreparties
Fin de période, en milliards d'escudos

	1977	1978	1979	1980	1981
Total de la masse monétaire	567.4	726.6	991.9	1 339.3	1 722.9
Disponibilités monétaires	274.8	314.9	396.6	484.5	525.3
— Billets et monnaie en circulation	113.8	122.0	145.3	166.5	188.4
— Dépôts à vue des particuliers et entreprises	161.2	192.9	251.3	318.0	336.9
Disponibilités quasi monétaires	292.6	411.7	595.3	854.8	1 197.6
Contreparties					
Avoirs extérieurs nets	-33.5	-18.9	42.1	339.4	411.7
Crédit net au secteur public	123.3	171.7	247.4	170.0	304.6
Crédit au secteur privé ¹	579.3	703.2	853.4	1 073.1	1 343.5
Divers, net	-101.7	-129.4	-151.0	-243.2	-336.9

1. Y compris les crédits douteux depuis 1976.

Sources : Rapports annuels de la Banque du Portugal et informations transmises par les Autorités portugaises.

Tableau H. Taux d'intérêt maximaux
En pourcentage

	26/2/77	29/8/77	6/5/78	16/7/81	20/4/82
Taux d'escompte	8.0-12.0	13.0-18.0	18.0-23.0	18.0-23.0	19.0-24.0
Taux créditeurs					
Crédits à moins de 90 jours	10.25	14.75	18.25	21.0	23.0
Crédits entre 90 jours et un an	12.00	16.50	20.00	22.0	24.0
Crédits à plus d'un an	14.75	18.75	22.25	24.0	26.0
Taux débiteurs					
Dépôts à vue	4.0	4.0	4.0	4.0	4.0
Dépôts à terme de moins de 90 jours	5.0	6.0	8.0	10.0	11.0
Dépôts à terme entre 90 jours et un an	11.0	15.0	19.0	19.5	21.5
Dépôts à terme de plus d'un an	13.0	17.0	21.0	22.0	24.0

Source : Banque du Portugal.

Tableau I. Entrées de voyageurs étrangers, d'après le pays de nationalité
En milliers de personnes

	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980
Total	3 925.3	4 079.7	2 621.8	1 966.4	2 175.4	3 055.4	3 389.3	5 287.4	6 977.0
Allemagne (RF)	186.8	209.7	167.2	143.8	150.1	204.2	259.3	286.7	300.1
Argentine	—	—	26.8	22.4	11.9	10.6	12.1	13.4	16.9
Belgique	39.3	46.3	30.4	27.2	32.1	50.7	46.9	48.2	45.6
Brésil	—	—	65.2	52.7	43.7	35.5	45.0	52.1	60.9
Canada	56.2	25.0	38.8	22.8	21.7	32.0	36.9	40.7	40.3
Espagne	2 012.9	2 109.3	1 169.4	856.4	1 049.3	1 599.5	1 755.2	3 514.8	5 051.1
Etats-Unis	386.5	345.7	217.6	96.1	82.1	141.5	161.5	153.8	135.5
France	233.2	248.6	152.9	119.1	134.4	172.4	179.6	183.2	237.4
Pays-Bas	51.8	54.1	37.4	39.5	51.6	92.3	111.1	129.8	127.7
Italie	80.7	80.0	83.7	69.8	66.6	65.4	72.4	70.1	72.7
Royaume-Uni	492.8	511.6	383.0	284.6	244.6	292.8	327.9	399.8	483.9
Suède	41.6	42.8	31.6	27.3	49.2	61.0	56.3	51.4	62.7
Suisse	43.3	50.0	38.5	23.0	23.2	32.8	31.7	36.0	40.0
Autres pays	300.1	356.7	179.3	181.7	214.9	264.7	293.4	307.4	302.2

Source : Institut National de la Statistique, *Statistiques du tourisme*.

Tableau J. Commerce extérieur par principaux groupes de produits
En millions de dollars

	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981
Importations, total	2 227.2	2 908.3	4 581.5	3 839.6	4 315.9	4 963.6	5 142	6 529	9 271	9 787
Produits alimentaires et boissons	306.9	402.0	777.2	765.6	742.6	733.5	678	895	1 104	1 360
Matières brutes et demi-produits	443.5	594.1	1 084.6	1 009.9	1 213.7	1 412.1	1 399	2 054	3 146	3 264
Produits manufacturés										
Produits chimiques	216.2	312.2	458.8	348.8	507.2	560.5	627	794	997	959
Articles manufacturés classés d'après la matière première	392.5	511.4	861.2	583.6	598.7	789.3	829	934	1 412	1 271
Machines et matériel de transport	759.7	928.5	1 179.0	961.0	1 065.7	1 301.0	1 423	1 634	2 305	2 589
Articles manufacturés divers	108.8	159.5	220.0	170.4	186.8	165.7	181	212	301	333
Articles non classés par catégories	0.5	0.7	0.7	0.3	1.2	1.5	5	6	6	11
Exportations, total	1 293.8	1 765.9	2 276.3	1 939.2	1 820	2 013.4	2 426	3 478	4 633	4 147
Produits alimentaires et boissons	229.5	303.3	333.4	300.4	291	303.7	350	444	517	430
Matières brutes et demi-produits	180.4	228.5	350.1	265.6	296	286.5	296	387	772	764
Produits manufacturés										
Produits chimiques	84.2	103.1	188.4	125.5	95	102.7	129	208	286	247
Articles manufacturés classés d'après la matière première	458.2	632.3	780.7	664.5	594	666.9	836	1 236	1 464	1 306
Machines et matériel de transport	152.4	233.1	288.9	256.0	230	299.4	328	429	617	522
Articles manufacturés divers	179.3	251.1	323.0	312.8	282	319.7	439	713	918	824
Articles non classés par catégories	9.8	14.5	11.8	14.4	32	34.5	48	61	58	54

Note : Par suite des arrondis, la somme des composantes ne correspond pas nécessairement au total.

Correspondance avec les sections de la CTCI :

Produits alimentaires et boissons : 0, 1
Matières brutes et demi-produits : 2, 3, 4
Produits manufacturés : 5, 6, 7, 8
Produits chimiques : 9

Articles classés d'après la matière première : 6
Machines et matériel de transport : 7
Articles manufacturés divers : 8
Articles non classés : 9

Source : OCDE, *Statistiques du commerce extérieur, Série B.*

Tableau K. Evolution de la structure géographique du commerce extérieur
En milliards d'escudos

	1976	1977	1978	1979	1980	1981
	Exportations					
Total	55.1	77.7	106.4	176.1	232.2	254.9
Pays de l'OCDE	44.2	61.4	86.2	142.6	187.1	197.8
OCDE Europe	38.9	54.0	75.6	127.1	168.7	179.3
Allemagne	5.9	9.2	14.0	21.6	31.4	31.8
France	4.6	6.2	9.6	17.1	24.3	32.1
Italie	2.1	2.9	6.1	10.4	13.6	10.8
Royaume-Uni	10.2	14.2	19.4	31.4	34.3	37.0
Autres pays de l'OCDE Europe	16.1	21.6	26.5	46.6	65.1	67.6
Etats-Unis	3.7	5.2	7.5	10.8	13.2	13.3
Autres pays de l'OCDE	1.6	2.1	3.1	4.2	5.2	5.2
Pays Non-OCDE	10.9	16.3	20.3	33.5	45.1	57.1
dont : OPEC	1.0	1.4	1.5	3.4	..	..
Ancienne zone Escudo	2.7	5.0	5.9	9.0	13.8	19.3
	Importations					
Total	130.9	190.7	230.1	331.9	465.8	599.7
Pays de l'OCDE	93.9	138.7	177.4	243.3	318.5	413.5
OCDE Europe	75.5	109.9	138.7	188.6	247.7	315.7
Allemagne	15.2	23.7	31.9	41.8	54.2	65.4
France	10.9	15.4	20.7	28.4	33.7	46.4
Italie	6.1	10.2	12.6	17.1	24.2	32.1
Royaume-Uni	12.2	19.8	23.2	30.7	40.8	47.8
Autres pays de l'OCDE Europe	31.0	40.7	50.2	70.6	94.8	124.0
Etats-Unis	12.9	19.4	27.1	39.0	50.9	71.9
Autres pays de l'OCDE	5.5	9.4	11.5	15.7	19.9	25.9
Pays Non-OCDE	37.0	52.0	52.7	88.7	147.3	186.2
dont : OPEC	15.2	20.6	27.1	47.9	..	..
Ancienne zone Escudo	3.3	2.5	1.5	3.2	2.1	2.5

Source : Institut National de la Statistique.

Tableau L. Balance des paiements
En millions de dollars

	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981
Exportations, fob	2 303	1 940	1 790	2 001	2 379	3 550	4 575	4 089
Importations, fob	4 305	3 614	3 965	4 533	4 787	6 182	8 781	9 251
Balance commerciale	-2 002	-1 674	-2 175	-2 532	-2 408	-2 632	-4 206	-5 162
Solde des services	55	-184	-78	-97	-53	104	-45	-441
Voyages	259	101	182	268	431	695	859	778
Transports	-145	-128	-138	-104	-129	-114	-194	-131
Revenus du capital	128	-15	-132	-179	-329	-437	-612	-960
Opérations								
gouvernementales	-225	-172	47	-38	-31	-40	-98	-128
Autres services	37	30	-37	-44	4			
Solde des transferts	1 118	1 039	964	1 134	1 635	2 476	+3 000	2 893
Balance des								
opérations courantes	-829	-819	-1 289	-1 495	-826	-52	-1 251	-2 710
Mouvements de capitaux								
à moyen et long terme	274	-108	26	95	758	813	718	1 282
Secteur privé	357	-21	15	19	249	462	314	765
Secteur public	-83	-87	11	76	509	351	404	517
Mouvements de capitaux à								
court terme et opérations								
non recensées	-83	-89	105	-30	228	594	1 391	1 268
Balance des opérations								
non monétaires	-638	-1 016	-1 158	-1 430	160	1 355	858	-160
Opérations à court terme								
des institutions								
monétaires privées	59	-26	186	567	-201	-995	-498	+48
Balance des								
règlements officiels	-579	-1 042	-972	-863	-41	360	360	-112
Tirages sur le FMI	—	—	176	83	-53	-41	-146	-72
Divers comptes officiels	-15	290	650	421	197	-251	-334	-6
Variation des réserves								
de change								
(augmentation = +)	-594	-752	-146	-359	103	68	-120	-190

Sources : Mémorandum statistique soumis par les Autorités portugaises à l'OCDE, Banque du Portugal et Statistiques financières internationales du FMI.

STATISTIQUES DE BASE :
COMPARAISONS INTERNATIONALES

STATISTIQUES DE BASE : COMPARAISONS INTERNATIONALES

Période de référence			Unités	Australie	Autriche	Belgique	Canada	Danemark	Finlande	France	Allemagne	Grèce	Islande	Irlande	Italie	Japon	Luxembourg	Pays-Bas	Nouvelle-Zélande	Norvège	Portugal	Espagne	Suède	Suisse	Turquie	Royaume-Uni	États-Unis	Yougoslavie ¹			
POPULATION				Mi-1980	Milliers	14 616	7 509	9 857	23 959	5 125	4 780	53 713	61 566	9 599	229	3 401	57 042 ²	116 782	365	14 144	3 131	4 087	9 966	37 381	8 316	6 373	45 078	56 010	227 658	22 340	
Densité au km ² de superficie terrestre				»	Nombre	2	89	323	2	119	16	97	248	73	2	48	189	309	141	418	12	13	108	74	18	154	58	230	24	87	
Accroissement moyen annuel net				Mi-1970 à Mi-1980	%	1.4	0.1	0.2	1.2	0.4	0.4	0.6	0.1	0.9	1.1	0.6	1.2	0.7	0.8	1.1	0.5	1.0	1.1	0.3	0.2	2.4	0.1	1.1	0.9		
EMPLOI				1980	Milliers	6 242	3 070	3 751	10 655	(2 470)	2 192	21 142	25 265	(3 347)	(101)	1 149	20 572	55 360	159	4 677	1 270	1 914	3 951	11 254	4 232	3 012	14 610	24 397	97 270	9 690 ³	
dont : Agriculture, sylviculture, pêche				»	% du total	6.5	10.5	3.0	5.5	(8.1)	11.6	8.8	6.0	(29.7)	(11.9)	19.1	14.2	10.4	5.7	6.0	11.0	8.5	28.3	18.9	5.6	7.2	60.4	2.6	3.6	..	
Industrie ⁴				»	»	31.0	40.3	34.8	28.5	(28.6)	34.4	35.9	44.8	(30.0)	(37.6)	32.4	37.8	35.3	31.8	33.6	29.7	35.7	38.1	32.2	39.5	16.3	38.0	30.6	22.3		
Autres activités				»	»	62.5	49.2	62.2	66.0	(63.3)	54.0	55.3	49.2	(40.3)	(50.5)	48.5	48.0	54.3	56.1	62.2	55.4	61.8	36.0	45.0	62.2	53.3	23.3	59.4	65.8	41.9	
PIB aux prix du marché				1980	Milliards de dollars des É-U ⁵	140.0	77.0	116.5	253.3	66.4	49.9	651.9	819.1	40.4	2.8	17.8	394.0	1 040.0	4.6	167.6	23.3 ⁶	57.3	24.1	211.1	122.8	101.5	52.9	522.9	2 587.1	56.2 ⁵	
Croissance annuelle moyenne en volume ⁶				1975 à 1980	%	2.5	3.5	2.9	3.0	2.6	3.1	3.3	3.6	4.4	3.7	3.9	3.8	5.1	2.3	2.5	0.7	4.6	5.2	2.2	1.2	1.6	2.8	1.6	3.9	5.6	
Par habitant				1980	Dollars des É-U ¹¹	9 580	10 250	11 820	10 580	12 950	10 440	12 140	13 310	4 210	12 410	5 190	6 910	8 910	12 570	11 850	7 442	14 020	2 430	5 650	14 760	15 920	1 170	9 340	11 360	2 516	
FORMATION BRUTE DE CAPITAL FIXE				1980	% du PIB	22.8	25.3	21.4	23.1	18.3	24.6	21.6	23.6	23.5 ⁸	26.5	27.9	20.0	31.7	25.3	21.0	17.8	25.0	20.9	19.6	20.3	23.8	18.0	17.8	18.2	35.5	
dont : Transports, machines et outillage				1979	»	..	9.8	6.0	8.1	7.6	8.6	9.2	9.1	8.6	6.6	9.8 ¹⁰	8.0	10.7	9.2 ²³	8.7	7.8	9.9	7.1	6.9 ¹⁰	7.3	7.1	..	9.3	7.4	..	
Construction de logements				»	»	4.2 ¹⁰	14.2	6.5	5.3	6.9	6.3	6.4	6.5	9.2	5.7	6.4 ¹⁰	5.1	7.4	6.6 ²³	5.8	3.3	5.3	3.7	..	5.0	..	3.8	3.0	4.8	7.2	
Croissance annuelle moyenne en volume ⁶				1975 à 1980	%	1.6	2.2	1.6	2.3	-0.3	-2.2	2.0	5.2	3.8	2.3	7.6	3.5	4.7	1.1	1.4	-7.7	-0.5	4.7	-0.9	-0.2	2.2	-0.2	0.3	3.3	5.7	
TAUX D'ÉPARGNE BRUTE¹²				1980	% du PIB	21.4 ¹⁰	26.2	16.3	21.5	14.4	24.8	21.7	23.1	25.6	24.5	19.8	22.3	30.7	50.1	20.1	19.3 ⁸	29.9	20.5	18.9	17.3	26.7	16.6	19.2	18.3	37.0	
ENSEMBLE DES ADMINISTRATIONS				1979	% du PIB	16.2	18.0	17.7	19.4	25.2	18.4	14.9	20.0	16.3	11.7	20.0	16.1	9.8	15.9	18.1	16.0 ⁸	19.7	14.8	10.8	28.4	12.9	13.7	20.0	17.4	17.6	
Dépenses courantes en biens et services				»	»	29.6 ¹⁰	42.2	46.2	35.8	49.4	34.6	42.1	40.9	29.7	25.0 ²³	41.7 ¹⁰	41.1	24.2	43.5	55.1	..	47.1	30.7	26.7	56.8	29.9	23.4	40.0	31.5	..	
Emplois courants ¹³				»	»	32.5 ¹⁰	44.2	43.2	35.8	50.3	38.2	43.4	42.9	30.6	34.0 ²³	37.8 ¹⁰	35.7	26.6	52.2	55.8	..	52.2	26.9	27.5	57.4	33.2	23.8	39.0	32.5	..	
Ressources courantes				»	»	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
APPORTS NETS D'AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT				1980	% du PNB	0.5	0.2	0.5	0.4	0.7	0.2	0.6	0.4	..	..	..	0.2	0.3	..	1.0	0.3	0.8	..	..	0.8	0.2	..	0.3	0.3	..
INDICATEURS DU NIVEAU DE VIE				1980	Dollars des É-U ¹¹	5 800	5 650	7 540	5 950	7 270	5 720	7 690	7 340	2 750	7 560	3 310	4 270	5 220	7 430	7 200	4 550	6 600	1 790	3 950	7 630	10 128	851	5 581	7 370	1 343	
Consommation privée par habitant				1978	Nombre	479	272	302	410 ²³	219	235	327	346	80	339	194	300	185	423	288	395	282	118	178	345	324	11 ¹⁴	256	536	85	
Voitures de tourisme, pour 1 000 habitants				1979	»	440 ¹⁰	375	352	666	609	470	415	434	281	444 ¹⁰	174	318	460	547	486	545 ¹⁰	423	132	294	772	700	39	480	793	79 ¹⁰	
Postes de téléphone, pour 1 000 habitants				1977	»	351 ¹⁴	247 ¹⁴	286	428 ¹⁴	338	363 ¹⁴	372	308	127 ¹⁴	214 ¹⁴	193	224	239 ²⁰	293 ¹⁴	279	259 ¹⁴	270 ¹⁴	76 ¹⁴	185 ¹⁴	363 ¹⁴	285 ¹⁴	44 ¹⁴	324	571 ²⁰	199	
Postes de télévision, pour 1 000 habitants				1977	»	1.5 ¹⁴	2.3	2.1	1.8	2.0	1.6	1.6 ¹⁴	2.0	2.2	1.7 ¹⁶	1.2	2.3	1.2	1.7	1.4	1.8	1.5	1.8	1.5	1.8 ¹⁴	2.0	0.6	1.5	1.7	1.3	
Taux de scolarisation à plein temps ¹⁵				1979	% du groupe d'âge	44.4	32.0 ²³	61.3 ²³	64.9 ²³	57.4 ²³	68.5	55.9	45.4 ¹⁰	45.4 ¹⁰	..	50.5	43.9 ¹⁴	71.4	37.3 ¹⁰	65.0	44.8 ²³	65.0	33.4 ¹⁴	41.3 ¹⁰	56.3 ¹⁴	70.1 ²³	12.7 ²⁰	46.2 ²³	75.0	52.2	
Mortalité infantile ¹⁷				1980	Nombre	11.0	13.9	11.2 ²³	10.9 ²³	8.8 ²³	7.7 ²³	10.0	13.5 ²³	18.7 ²³	5.4 ²³	12.4 ²³	14.3	7.4	11.5	8.7 ²³	12.6 ²³	8.8 ²³	26.0 ²³	11.1	6.7	8.5 ²³	..	11.8	12.6	33.4 ²³	
SALAIRES ET PRIX				Accroissement annuel moyen																											
Gains horaires dans l'industrie ¹⁸				1975 à 1980	%	10.3	7.4	8.8	10.1	11.2	11.1	13.6	6.1	24.2	43.4	16.6	21.2	8.4	..	6.1	15.4	9.4	14.5	25.7	9.9	2.8	35.5	14.9	8.5	19.0	
Prix à la consommation				»	%	10.6	5.3	6.4	8.7	10.4	10.7	10.5	4.1	16.3	41.5	14.1	16.6	6.5	6.1	6.0	14.4	8.4	21.8	18.6	10.5	2.3	50.1	14.4	8.9	17.9	
COMMERCE EXTÉRIEUR				1980	Millions de dollars des É-U ⁵	22 068	17 364	64 500 ⁷	64 944	16 740	14 148	111 312	191 688	5 184	924	8 508	77 904	129 588	..	73 836	5 421	18 492	4 644	20 820	30 924	29 616	2 748	115 176	220 704	8 568	
Exportations de marchandises, fob				»	%	15.8	22.8	55.7	25.8	25.2	28.2	17.2	23.3	12.3	33.0	47.8	19.8	12.5	..	46.0	23.3	32.2	19.3	9.8	25.3	29.9	5.2	22.4	8.6	15.2	
En pourcentage du PIB				1975 à 1980	%	3.7	9.3	5.9	6.3	6.2	10.5	6.8	8.9	12.7	9.6	5.9	9.2	..	4.6	8.1	9.2	..	9.9 ²⁴	2.1	6.3	4.7	4.7	6.7	3.8		
Accroissement annuel moyen en volume				1980	Millions de dollars des É-U ⁵	20 208	24 252	71 676 ⁷	58 992	19 320	15 612	134 856	185 856	10 632	996	11 148	99 708	141 108	..	76 872	5 468	16 956	9 300	34 176	33 420	36 336	6 252	120 156	241 200	14 436	
Importations de marchandises, caf				»	%	14.5	31.8	61.8	23.4	29.1	31.2	20.8	22.5	25.2	35.6	62.6	25.4	13.6	..	47.9	23.5	29.5	38.7	16.1	27.4	36.7	11.8	23.3	9.4	25.7	
En pourcentage du PIB				1975 à 1980	%	5.0	9.7	5.5	3.2	3.2	2.3	8.7	7.3	3.9	4.9	10.3	7.6	4.4	..	4.7	0.9	4.4	..	0.7 ²⁴	0.8	9.0	-4.1	3.9	6.7	0.5	
Accroissement annuel moyen en volume				»	%	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
RÉSERVES OFFICIELLES TOTALES²⁴				Fin 1980	Millions de dollars des É-U	2 044	6 223	9 349 ⁷	4 029	3 459	1 914	30 994	52 261	1 301	176	2 876	26 117	25 717	..	13 607	353	6 100	1 784	12 516	3 690	19 374	1 442	21 492	27 395	1 467	
En pourcentage des importations de marchandises				En 1980	%	10.1	25.7	13.0	6.8	17.9	12.3	23.0	28.1	12.2	17.7	25.8	26.2	18.2	..	17.7	6.5	36.0	19.2	36.6	11.0	53.3	23.1	17.9	11.4	10.2	

1. En provenance, pour partie, de sources nationales.
 2. Population résidente totale.
 3. Secteur privé et socialisé.
 4. Suivant la définition retenue dans les Statistiques de main-d'œuvre de l'OCDE : industries extractives, industrie manufacturière, construction et services publics (électricité, gaz et eau).
 5. Produit social.
 6. A prix constants.
 7. Y compris le Luxembourg.

8. Non compris les bateaux opérant outre-mer.
 9. Année fiscale commençant le 1^{er} avril.
 10. Année fiscale commençant le 1^{er} juillet.
 11. Aux prix et taux de change courants.
 12. Epargne brute = Revenu national disponible brut moins consommation privée et consommation des administrations publiques.
 13. Emplois courants = Dépenses courantes en biens et services plus les transferts courants et le revenu de la propriété.
 14. 1976.

15. Jeunes de 15 à 19 ans.
 16. 1974.
 17. Nombre de morts dans la première année pour 1 000 naissances vivantes.
 18. En raison de différences dans les champs de couverture, les chiffres ne sont pas strictement comparables.
 19. 1978.
 20. 1975.
 21. 1972.
 22. 1977.
 23. 1979.

24. L'or compris dans les réserves est évalué à 35 DTS l'once (voir FMI, Statistiques financières internationales, série « Réserves totales »).

OECD SALES AGENTS DÉPOSITAIRES DES PUBLICATIONS DE L'OCDE

ARGENTINA - ARGENTINE

Carlos Hirsch S.R.L., Florida 165, 4° Piso (Galeria Guemes)
1333 BUENOS AIRES, Tel. 33.1787.2391 y 30.7122

AUSTRALIA - AUSTRALIE

Australia and New Zealand Book Company Pty., Ltd.,
10 Aquatic Drive, Frenchs Forest, N.S.W. 2086
P.O. Box 459, BROOKVALE, N.S.W. 2100

AUSTRIA - AUTRICHE

OECD Publications and Information Center
4 Simrockstrasse 5300 BONN. Tel. (0228) 21.60.45

Local Agent/Agent local:
Gerold and Co., Graben 31, WIEN 1. Tel. 52.22.35

BELGIUM - BELGIQUE

35, avenue de Stalingrad, 1000 BRUXELLES. Tel. 02.512.89.74

BRAZIL - BRÉSIL

Mestre Jou S.A., Rua Guaiapa 518,
Caixa Postal 24090, 05089 SAO PAULO 10. Tel. 261.1920
Rua Senador Dantas 19 s/205-6, RIO DE JANEIRO GB.
Tel. 232.07.32

CANADA

Renouf Publishing Company Limited,
2182 St. Catherine Street West,
MONTRÉAL, Que. H3H 1M7. Tel. (514)937.3519
OTTAWA, Ont. K1P 5A6, 61 Sparks Street

DENMARK - DANEMARK

Munksgaard Export and Subscription Service
35, Nørre Søgade
DK 1370 KØBENHAVN K. Tel. +45.1.12.85.70

FINLAND - FINLANDE

Akateminen Kirjakauppa
Keskuskatu 1, 00100 HÉLSINKI 10. Tel. 65.11.22

FRANCE

Bureau des Publications de l'OCDE,
2 rue André-Pascal, 75775 PARIS CEDEX 16. Tel. (1) 524.81.67

Principal correspondant:
13602 AIX-EN-PROVENCE: Librairie de l'Université.
Tel. 26.18.08

GERMANY - ALLEMAGNE

OECD Publications and Information Center
4 Simrockstrasse 5300 BONN. Tel. (0228) 21.60.45

GREECE - GRÈCE

Librairie Kauffmann, 28 rue du Stade,
ATHENES 132. Tel. 322.21.60

HONG-KONG

Government Information Services,
Publications/Sales Section, Baskerville House,
2/F., 22 Ice House Street

ICELAND - ISLANDE

Snaebjörn Jónsson and Co., h.f.,
Hafnarstraeti 4 and 9, P.O.B. 1131, REYKJAVIK.
Tel. 13133/14281/11936

INDIA - INDE

Oxford Book and Stationery Co.:
NEW DELHI-1, Scindia House. Tel. 45896
CALCUTTA 700016, 17 Park Street. Tel. 240832

INDONESIA - INDONÉSIE

PDIN-LIPI, P.O. Box 3065/JKT., JAKARTA, Tel. 583467

IRELAND - IRLANDE

TDC Publishers - Library Suppliers
12 North Frederick Street, DUBLIN 1. Tel. 744835-749677

ITALY - ITALIE

Libreria Commissionaria Sansoni:
Via Lamarmora 45, 50121 FIRENZE. Tel. 579751/584468
Via Bartolini 29, 20155 MILANO. Tel. 365083

Sub-depositari:

Ugo Tassi
Via A. Farnese 28, 00192 ROMA. Tel. 310590
Editrice e Libreria Herder,
Piazza Montecitorio 120, 00186 ROMA. Tel. 6794628
Catalinino Ercolano, Via Generale Orsini 46, 80132 NAPOLI. Tel.
405210

Libreria Hoeppli, Via Hoeppli 5, 20121 MILANO. Tel. 865446

Libreria Scientifica, Dott. Lucio de Biasio "Acqui"
Via Meravigli 16, 20123 MILANO. Tel. 807679

Libreria Zanichelli

Piazza Galvani 1/A, 40124 Bologna. Tel. 237389
Libreria Lattes, Via Garibaldi 3, 10122 TORINO. Tel. 519274
La diffusione delle edizioni OCSE è inoltre assicurata dalle migliori
librerie nelle città più importanti.

JAPAN - JAPON

OECD Publications and Information Center,
Landic Akasaka Bldg., 2-3-4 Akasaka,
Minato-ku, TOKYO 107. Tel. 586.2016

KOREA - CORÉE

Pan Korea Book Corporation,
P.O. Box n° 101 Kwangwhamun, SÉOUL. Tel. 72.7369

LEBANON - LIBAN

Documenta Scientifica/Redico,
Edison Building, Blis Street, P.O. Box 5641, BEIRUT.
Tel. 354429 - 344425

MALAYSIA - MALAISIE

and/et SINGAPORE - SINGAPOUR
University of Malaya Co-operative Bookshop Ltd.
P.O. Box 1127, Jalan Pantai Baru
KUALA LUMPUR. Tel. 51425, 54058, 54361

THE NETHERLANDS - PAYS-BAS

Staatsuitgeverij
Verzendsboekhandel Chr. Plantijnstraat 1
Postbus 20014
2500 EA S-GRAVENHAGE. Tel. nr. 070.789911
Voor bestellingen: Tel. 070.789208

NEW ZEALAND - NOUVELLE-ZÉLANDE

Publications Section,
Government Printing Office Bookshops:
AUCKLAND: Retail Bookshop: 25 Rutland Street,
Mail Orders: 85 Beach Road, Private Bag C.P.O.
HAMILTON: Retail Ward Street,
Mail Orders: P.O. Box 857

WELLINGTON: Retail: Mulgrave Street (Head Office),
Cubacade World Trade Centre

Mail Orders: Private Bag

CHRISTCHURCH: Retail: 159 Hereford Street,
Mail Orders: Private Bag

DUNEDIN: Retail: Princes Street

Mail Order: P.O. Box 1104

NORWAY - NORVÈGE

J.G. TANUM A/S Karl Johansgate 43
P.O. Box 1177 Sentrum OSLO 1. Tel. (02) 80.12.60

PAKISTAN

Mirza Book Agency, 65 Shahrh Quid-E-Azam, LAHORE 3.
Tel. 66839

PHILIPPINES

National Book Store, Inc.
Library Services Division, P.O. Box 1934, MANILA.
Tel. Nos. 49.43.06 to 09, 40.53.45, 49.45.12

PORTUGAL

Livraria Portugal, Rua do Carmo 70-74,
1117 LISBOA CODEX. Tel. 360582/3

SPAIN - ESPAGNE

Mundi-Prensa Libros, S.A.
Castelló 37, Apartado 1223, MADRID-1. Tel. 275.46.55
Libreria Bosch, Ronda Universidad 11, BARCELONA 7.
Tel. 317.53.08, 317.53.58

SWEDEN - SUÈDE

AB CE Fritzes Kungl. Hovbokhandel,
Box 16 356, S 103 27 STH. Regeringsgatan 12,
DS STOCKHOLM. Tel. 08/23.89.00

SWITZERLAND - SUISSE

OECD Publications and Information Center
4 Simrockstrasse 5300 BONN. Tel. (0228) 21.60.45

Local Agents/Agents locaux

Librairie Payot, 6 rue Grenus, 1211 GENÈVE 11. Tel. 022.31.89.50

TAIWAN - FORMOSE

Good Faith Worldwide Int'l Co., Ltd.
9th floor, No. 118, Sec. 2
Chung Hsiao E. Road

TAIPEI. Tel. 391.7396/391.7397

THAILAND - THAÏLANDE

Sukait Siam Co., Ltd., 1715 Rama IV Rd,
Samyan, BANGKOK 5. Tel. 2511630

TURKEY - TURQUIE

Kultur Yayinlari Is-Turk Ltd. Sti.
Ataturk Bulvari No: 77/B

KIZILAY/ANKARA. Tel. 17 02 66

Dolmabahce Cad. No: 29

BESIKTAS/ISTANBUL. Tel. 60 71 88

UNITED KINGDOM - ROYAUME-UNI

H.M. Stationery Office, P.O.B. 569,
LONDON SE1 9NH. Tel. 01.928.6977, Ext. 410 or
49 High Holborn, LONDON WC1V 6 HB (personal callers)

Branches at: EDINBURGH, BIRMINGHAM, BRISTOL,
MANCHESTER, BELFAST.

UNITED STATES OF AMERICA - ÉTATS-UNIS

OECD Publications and Information Center, Suite 1207,
1750 Pennsylvania Ave., N.W. WASHINGTON, D.C.20006 - 4582
Tel. (202) 724.1857

VENEZUELA

Libreria del Este, Avda. F. Miranda 52, Edificio Galipan,
CARACAS 106. Tel. 32.23.01/33.26.04/33.24.73

YUGOSLAVIA - YUGOSLAVIE

Jugoslovenska Knjiga, Terazije 27, P.O.B. 36, BEOGRAD.
Tel. 621.992

Les commandes provenant de pays où l'OCDE n'a pas encore désigné de dépositaire peuvent être adressées à :
OCDE, Bureau des Publications, 2, rue André-Pascal, 75775 PARIS CEDEX 16.

Orders and inquiries from countries where sales agents have not yet been appointed may be sent to:
OECD, Publications Office, 2 rue André-Pascal, 75775 PARIS CEDEX 16.

PUBLICATIONS DE L'OCDE

**2, rue André-Pascal
75775 PARIS CEDEX 16**

N° 42350

(10 83 23 2) ISBN 92-64-22381-9
ISSN 0304-3363



IMPRIMÉ EN FRANCE



ORGANISATION FOR ECONOMIC CO-OPERATION AND DEVELOPMENT

ÉTUDES ÉCONOMIQUES DE L'OCDE

Études annuelles du développement et des perspectives économiques dans chaque pays de l'OCDE.

Abonnement (Série 1982-1983) US\$ 67,00 £ 30,00 F 300,00

(10 83 23 2) ISBN 92-64-22381-9
ISSN 0304-3363

F 18/400

ORGANISATION DE COOPÉRATION ET DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUES

PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES DE L'OCDE

En juillet et en décembre, dans les Perspectives économiques de l'OCDE, le Secrétariat étudie les évolutions économiques les plus récentes dans la zone de l'OCDE et évalue les perspectives au moyen d'un ensemble de prévisions quantitatives. En supplément, une série d'Études Spéciales facilite l'interprétation des tendances économiques.